

Le Midi Rouge

N°33, Juin 2019

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale

66100- AMLR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jean-Yves BARBIER

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Jean MÉDAN

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATIONp. 3

NOTES DE RECHERCHES :

Henri Moizet : La fidélité à la République en Aveyron (juillet 1940-août 1944).....p. 4

André Balent : Un document sur l'engagement à gauche d'étudiants catholiques de Montpellier pendant la guerre d'Algérie (1956) : un texte de Gérard Cholvy (1932-2017) exhumé d'une revue étudiante confidentielle. Note introductive..... p. 12

Gérard Cholvy : Éveil politique chez les étudiants à Montpellier (Hérault), janvier 1956.....p. 15

Monique Piéri-Guerrero : Mai 1968 à Prades (Pyrénées-Orientales).....p. 23

LECTURES CHOISIES :

Dossier sur le livre d'Olivier BERTRAND , *Les Imprudents*, Paris, Le Seuil, 2019, 334 p. [sur le maquis Bir Hakeim (du Languedoc), Armée secrète].....p. 25

Frédéric Stévenot : À propos du livre d'Olivier Bertrand sur l'histoire du maquis Bir Hakeim (AS) du Languedoc.....p. 25

André Balent : Notes sur le livre d'Olivier Bertrand.....p. 27

Pierre Chevalier : Le désinvolte.....p. 29

L'ANACR Lozère analyse le livre d'Olivier Bertrand, introduction de **Dany Rouveyre**.....p. 31

Hélène Chaubin : Pierre SCHILL, *Réveiller l'archive d'une guerre coloniale*, Grane, Créaphis Éditions, 2018, 480 p.....p.33

Christine Delpous-Darnige : Maëlle MAUGENDRE, *Femmes en exil. les réfugiées espagnoles en France (1939-1942)*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019, 360 p.....p. 37

Richard Vassakos : Nicolas MARTY, *Comprendre la crise catalane*, préface : Jean SAGNES, postface : Patrice POUJADE Pau, Cairn Éditions, 222 p.p.38

.... /... Suite de la table des matières, Cf. p. suivante

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

BIOGRAPHIES :

Guy Jacques : Arago Antoine [Arago François, <i>Jacques</i> , Antoine].....	p. 40
Gauthier Langlois : Clarou Auguste [Clarou Louis, <i>Auguste</i> , Antoine].....	p. 41
Jean Sagnes : Argence Jean, Paul.....	p. 43
André Balent : Helmut Thomas, Richard [alias « Jean Weimar » dans la Résistance].....	p. 44
Jacques Girault : Chaballier Gérard Louis.....	p. 45

* * *
*

LE MAITRON ET LE SITE DU MAITRON EN LIGNE :

Chaque volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social* est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Sur chaque volume environ 650 notices. Le site internet du *Maitron* (Maitron-en-ligne : www.maitron.org) est libre d'accès depuis le 5 décembre 2018. Il permet l'accès à environ 170 000 notices). Le *Maitron* (dictionnaires papier et site Maitron-en-ligne) est édité par les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières 51-55, rue Hoche 94200 – IVRY-SUR-SEINE

LE MAITRON DES FUSILLÉS :

Le site nouvellement créé du *Maitron des fusillés* (<http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/>), issu du *Maitron en ligne* dans lequel est aussi inclus, rassemble les notices des fusillés par condamnation (*Dictionnaire des fusillés*, papier, Éditions de l'Atelier) et intègre au fur et à mesure de l'avancement des travaux les exécutés sommaires et les personnes abattues par les Allemands, les Italiens, les forces de Vichy. Il est libre d'accès.

SITE DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON :

L'Association Maitron Languedoc-Roussillon (AMLR) a un site :

<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>

PRÉSENTATION DU MAITRON :

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron* (volumes papier et site *Maitron en ligne*). La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Autour du *DBMOMS* ont vu le jour (ou sont en cours) plusieurs dictionnaires spécialisés comme celui des cheminots ou celui des fusillés et exécutés de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que plusieurs dictionnaires internationaux.

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, 32, rue Eugène Jamot, 34 500 Béziers

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

NOTES DE RECHERCHES :

LA FIDÉLITÉ À LA RÉPUBLIQUE EN AVEYRON (JUILLET 1940-AOÛT 1944)

Les aléas des manifestations de rues :

Le vote des pleins pouvoirs à Vichy les 9 et 10 juillet 1940 aboutissait à l'instauration de l'Etat français. Nos institutions et nos pratiques démocratiques disparurent : le portrait de Pétain éclipa la Marianne. Pour expulser la République des cœurs et des esprits, furent rejetés les repères républicains du socle commémoratif : le 1^{er} Mai ouvrier, le 14 Juillet et le 11 Novembre.

Ces 3 dates, Vichy tenta de les vider de leur sens originel en les dissolvant dans une « *politique d'acculturation par un recyclage refondateur et expiatoire* ». ¹ Or, dans les villes aveyronnaises, les nouvelles orientations idéologiques ne purent effacer ces trois journées particulièrement clivantes. Elles restèrent, à des degrés divers, de véritables flambeaux contre Vichy ou les occupants.

Le calendrier des actions républicaines et patriotiques repérables, d'abord timides et très limitées, progressivement plus amples et réellement protestataires puis nettement mobilisatrices à partir de 1943, reflète la chronologie connue des phases de rupture contre la dérive fascisante de l'Etat français. ²

1 - Des républicains momentanément muselés (1940-1941) :

Sous la férule du nouveau préfet de choc Marion, l'Aveyron s'accommoda des changements et apporta au régime de Vichy une adhésion apparemment massive y compris chez les jeunes. ³ Parmi les 8 parlementaires aveyronnais, en juillet, seul le député socialiste Paul Ramadier a voté contre. De nouvelles arrestations de militants communistes dans le Bassin houiller de Decazeville et à Millau, leur enfermement dans des camps prélude à la déportation vers l'Algérie, imposaient la prudence. Dans ce climat de chasse aux sorcières, « *il fallait lutter contre le courant malgré le danger et l'isolement (...) Plier mais ne pas rompre* » se souvenait Marceau Coursières, responsable du PC clandestin. L'action politique ne pouvait subsister, et pour longtemps, que clandestinement. ⁴ Des fonctionnaires, surtout des instituteurs ⁵, furent diversement sanctionnés ; des maires révoqués, et non des moindres, comme Paul Ramadier* à Decazeville ou Émile Borel à Saint-Affrique. La dissolution frappa encore plusieurs conseils municipaux ruraux récalcitrants. L'arrivée de 18 cheminots communistes et cégétistes du Bordelais, mis en résidence surveillée à Sévérac ou Tournemire, confirmait la fermeté du nouveau pouvoir.

Les oppositions républicaines, sans réelle capacité de résistance, étaient réduites pour un temps au silence. Mais que pouvait faire cette opposition fragmentée et inaudible contre le déferlement de la propagande pétainiste dans la presse aveyronnaise ? Deux exemples traduisent la tonalité du moment :

« *Le changement de régime qui s'est accompli sans secousses avec une aisance qui semblait répondre au vœu d'un pays désabusé, autorise pour l'avenir toutes les espérances.* ») (*Le Journal de l'Aveyron*, 21-07-1940)

¹ René Dalisson, *Les fêtes du Maréchal*, Paris, Tallandier, 2007

² Pierre Laborie, *Opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990

³ À Millau, le 29 décembre 1940, 3000 jeunes auraient écouté un discours de Pétain. (AD Aveyron 338 W 75)

⁴ Voir Georges Sentis, *Les communistes des bassins houillers du Tarn et de l'Aveyron à la Libération*, thèse de 3^e cycle, Lille, 1981

⁵ En 1941, 61 sanctions pour 1400 instituteurs, selon le rapport de l'inspecteur d'Académie Clémens

« *Il est un devoir absolu pour tous les Français dignes de ce nom : ils doivent se serrer avec tout leur cœur, toute leur volonté, derrière le maréchal Pétain et son gouvernement* » (*L'Union catholique*, 29-08-1940)

De plus, les directives épiscopales de Mgr. Challiol, lues en chaire ou publiées dans *la Revue religieuse du diocèse de Rodez*, ont très largement contribué au ralliement des catholiques. Signe des temps, les rassemblements et défilés officiels étaient très abondamment fournis partout en ce 1^{er} Mai 1941.¹

Mais quelques indices ténus attestaient pourtant l'existence d'une minorité d'irréductibles. Le 13 août 1940, à la C.C.I de Millau, Alfred Merle*, directeur des ganteries Buscarlet, refusa de s'associer à un hommage pour le Maréchal. Le 29 avril 1941, à Millau encore, dans l'entreprise Lauret, 9 personnes entonnèrent l'Internationale. Le 30, à Combes, des tracts communistes stigmatisaient « *le 1^{er} mai des profiteurs* » et un graffiti appelait à s'abstenir.

Le 14 juillet se déroula sans incident, et selon la police, « *dans le calme le plus complet et dans une atmosphère de recueillement désiré par le Maréchal* ». Or, des distributions de tracts communistes eurent lieu au moins dans le Bassin, à Rodez et Millau.² Elles se poursuivirent le 12 août lors de la Journée contre la guerre. Le 16 à Rodez, cinq communistes furent arrêtés et dirigés sur Nexon. A Millau, dans la nuit du 16 au 17 août, les Noyrigat père et fils, André Talis et Henri Covinhes, participèrent à une vaste opération de tractage dans deux quartiers. Si le fils Noyrigat s'échappa, les trois autres furent lourdement condamnés.³

2 - Un rejet de Vichy clairement affirmé (1942) :

Ces actions militantes, des inscriptions contre Hitler ou Laval, de rares tracts dispersés la nuit, des Croix de Lorraine et V de la victoire sur un mur, des cris et sifflets dans plusieurs villes lors des actualités cinématographiques furent qualifiés « *d'actes de voyous* ». Ils traduisaient en fait une tonalité déprimante de l'opinion et constituaient les prémices d'un revirement profond. Le préfet y voyait la marque de « *récriminations grandissantes* » et « *une diminution de force incontestable pour le régime* ». Plusieurs maires ou curés ruraux exprimaient eux aussi leurs inquiétudes car « *la Révolution nationale se heurte de plus en plus au scepticisme, à la mauvaise humeur* ». ⁴

Les difficultés de ravitaillement en furent l'un des moteurs dans les bastions ouvriers prompts à la critique en ces temps de pénuries et de tracasseries administratives. Dès les premiers mois de 1942, le malaise amplifiait le mécontentement. Dans le Bassin, par exemple, des retards et la faiblesse des livraisons généraient la hausse des prix. Rationnement de pain, restrictions de viande, raréfaction de légumes secs et du sucre, diminution des pommes de terre, du lait et du vin s'ajoutaient au manque de vêtements et de chaussures de travail. Des tracts sommaires et graffiti divers traduisaient une sourde colère contre Pétain. Les dessins de faucilles et marteaux, la rumeur de grève perlée, les revendications sur les murs furent attribuées au Parti communiste « *pas mort* ». Mais la contestation vint surtout des mères de familles revendiquant bruyamment dans la rue et devant les mairies.⁵

Le 4 avril à Millau, veille de Pâques, une centaine de ménagères protestèrent sur la place du Mandarous, dans l'avenue Pétain et devant la sous-préfecture. Le 9, des mineurs de Decazeville

¹ 3000 personnes à Decazeville, 2000 à Aubin-Cransac, 3500 à Capdenac selon la police. AD Aveyron 338 W 77

² Du 10 juillet 1940 au 12 septembre 1941, l'O.S. a organisé dix-huit distributions dont six se terminèrent par vingt-deux arrestations et trois révocations de fonctionnaires. L'impulsion fut donnée par Henri Combès alias Cance caché à Salles-Curan par Antoine Ramon. Voir Sentis Georges, *op.cit*)

³ Noyrigat père, emprisonné à Eysses, fut après la révolte déporté à Dachau.

⁴ Rapport du chef départemental de l'information, mars 1942,

⁵ AD Aveyron 338 W 77

engagèrent une grève perlée. Le 20, à la mairie de Saint-Affrique, 150 mères, réclamèrent du lait, des légumes secs, beurre et viande. Elles osèrent surtout protester contre le marché noir et les agissements frauduleux d'un grossiste local. À Firmy, le 23, guidées par 3 Espagnoles, 35 femmes et une dizaine d'enfants réclamaient du pain. Sévérac connut, le 27, une protestation d'une vingtaine de femmes, mères de 61 enfants. Le mouvement se poursuivit à Millau les 22-24 juillet. Lassées d'attendre devant les halles, des ménagères revendiquèrent. Un autre mouvement, après une tentative avortée le 11 août, connut la réussite le 17 avec 300 femmes exprimant leur colère devant la sous-préfecture. En septembre, dans le village de Lapanouse-de-Sévérac, soixante femmes, dont des religieuses garde-malades, exigeaient une amélioration de la carte du lait.¹

Paradoxalement, malgré ce profond mécontentement qui s'inscrivait dans la durée, le 1^{er} mai 1942 mobilisa peu.

À Rodez, quelques tracts appelèrent à se lever « *contre les boches de Berlin et Vichy* ». Or le discours du Maréchal fut suivi, place d'armes, par 400 personnes et les rapports de police décrivent une journée sans trouble ni manifestation. Dans certaines usines de Millau, aux salles décorées, les ouvriers écoutèrent le discours avant un goûter. Le lendemain fut un samedi festif, avec défilé des Chantiers de jeunesse et match de foot se déroulant devant une bonne affluence². Même tonalité à Villefranche-de-Rouergue où, dans plusieurs entreprises locales majeures, se succédèrent discours et déclarations de concorde sociale, sans convaincre les auditeurs au vu des rapports stipulant que « *peu en aient saisi la portée* ». Beaucoup d'autres auraient profité de « *ce repos pour aller à la campagne et se ravitailler* ».

La journée du 14 juillet 1942 allait néanmoins confirmer la rupture avec Vichy, plus dans le discours il est vrai que par les actes. Mais elle fut bien un « *14 Juillet de fidélité et de témoignage* » souhaité par certains.

À Millau des tracts communistes furent collés dans la nuit du 12, d'autres déposés aux halles la nuit du 13. Ils explicitaient clairement des références à la Révolution Française. On pouvait y lire « *Prise de la Bastille par les patriotes* », « *Il faut prendre les nouvelles bastilles [...] Libérer les patriotes, contre Vichy et ses traîtres, agents du bourreau Hitler* ».

À Villefranche, des inscriptions à la craie en gros caractères apparurent sur des magasins, sur les murs de l'église St Augustin et sur la porte du presbytère. Un *Vive la République* côtoyait *A bas les boches*. Un hommage aux gaullistes, communistes et anticléricaux se doublait d'un « *A bas les curés* ».

À Rodez, des tracts signés le *Front national* et le *Secours populaire de France*, diffusés par des enseignants communistes (sous l'impulsion de Marie Carel et Arthur Giovoni*) appelèrent à manifester devant la statue de la Liberté au jardin du Foirail vers 18h30. L'appel s'accompagnait d'une recommandation de port d'insignes tricolores. Ce ne fut pas un mouvement de masse mais de nombreux Ruthénois passèrent ostensiblement devant la statue. Un délateur permit l'identification de 19 personnes surtout des instituteurs et des réfugiés. Toutefois les arrestations furent limitées grâce à la compréhension du commissaire de police Morette. Arthur Giovoni*, menacé d'arrestation, repartit en Corse. Le courage et la combativité d'une minorité ne bouleversèrent pas sensiblement la situation. Le rapport de forces semblait toujours en faveur du pouvoir pétainiste. Mais les nuages noirs s'amoncelaient : aux difficultés économiques, aux craintes d'une collaboration amplifiée menaçant la jeunesse, s'ajoutaient les dangers militaires.

¹ A Millau, ces manifestations se produisirent sporadiquement jusqu'à l'été 1944. Un tract fit sensation en décembre 1943, affirmant « *Les gens de Vichy sont gras* ».

² À l'usine Buscarlet, dont Alfred Merle était directeur, aucune animation ne fut proposée.

L'entrée brutale des troupes d'occupation, en Aveyron, dès le 11, ne fit qu'aggraver le contexte d'incertitude et d'indécision. Ce 11 novembre 1942 mobilisa donc peu.

Dès le 7 cependant, à Rodez, des tracts de *l'Union des femmes françaises*, du *Front patriotique de la jeunesse*, avaient appelé à « *la lutte contre les boches et les traîtres* ». Le 11, un tract de *Combat* aboutit en mairie. Mais, dans la faible mobilisation de ce jour, 14 participants furent arrêtés pour avoir défilé jusqu'au monument aux morts. Dans la proche usine Labinal de Cantaranne (travaillant pour l'Allemagne), une grève rassembla la moitié des 77 ouvriers dont certains rejoignirent la manifestation. Arrêtés, 2 étrangers furent internés au camp du Vernet et 3 Français à celui de Saint-Sulpice-La-Pointe. À Capdenac-Gare, le groupe Franc-Tireur déposa symboliquement une gerbe au monument aux morts.

3 - 1943 : Le décrochage définitif dans l'opinion :

Le pouvoir préfectoral craignait une forte agitation sociale et s'y préparait.

La rupture sembla consommée en ce mois de mars à cause du STO. Sur 632 désignés, 412 étaient au départ de Rodez accompagnés pour beaucoup de leur famille. Un incident éclata à la gare où deux partants furent arrêtés pour violences sur soldats allemands et chant de l'Internationale. La sœur de l'un d'eux gifla même un officier et fut interpellée à son tour. Sur divers wagons, tracés à la craie, pouvaient être lus des « *Vive de Gaulle, Vive les Anglais* » et même « *À bas Hitler* » ou encore « *Laval au poteau* ». Dans ce même convoi, en gare de Sévérac-le-Château, pendant l'attente du contingent de Mende, fut chantée *L'Internationale*, poings levés. Désormais, le nombre de réfractaires ne cessa de gonfler.¹

Curieusement, le 1^{er} mai 1943 ne connut aucun incident sérieux. Les rares tracts se voulaient pourtant mobilisateurs et appelaient à un 1^{er} mai de protestation contre la déportation. À Villefranche, une diffusion de plusieurs centaines d'exemplaires, s'opéra mais sans réel effet. Or ces tracts contenaient des messages vigoureux qui dépassaient l'habituel éclairage destiné aux seuls réfractaires du STO : « *Aux armes* », préconisait celui de Viviez ; « *Sabotez, Unissez-vous, Méfiez-vous* » conseillait celui de Rodez. Mais ni à Capdenac ni à Sévérac, ne s'opéra de mobilisation chez les cheminots. Moins de deux mois plus tard, il en fut tout autrement.

L'appel pour un « *14 juillet de combat* » devint une réalité dans plusieurs lieux.

C'est à Villefranche que deux événements marquants se produisirent.

Le premier éclata au sein de la prison militaire provoqué par des militants communistes internés. Les derniers arrivés de Nice et Marseille affichaient un esprit de rébellion peu commun autour de François-Antoine Vittori². Avec Louis Odru* venu de Bergerac, ils disposaient de deux meneurs combattifs. Ce 14 juillet fut préparé clandestinement pour une célébration politique, avec cocardes, banderoles et petits drapeaux³. A midi, au réfectoire, protégé par ses camarades, Odru* prit la parole et donna du sens à ce jour, fête nationale. Faisant fi des menaces, les internés chantèrent *La Marseillaise* mais subirent les sanctions. Odru* mis au mitard, la solidarité joua et François-Antoine Vittori* put obtenir, après de longues négociations, la libération de son camarade. Cette journée apparut comme une grande victoire psychologique et surtout politique⁴.

¹ AD Aveyron, 12 W 5

² Futur commandant Marc, fondateur et chef du maquis d'Ols.

³ Certains internés travaillaient à l'extérieur et bénéficiaient donc de contacts et de soutiens.

⁴ Elle eut une suite lors de l'inspection militaire qui suivit. Odru et Vittori face à la commission militaire d'enquête réussirent à exprimer leurs idéaux. Ils se présentèrent comme « *des patriotes français privés de liberté pour continuer le combat de la libération* ». Voir, revue ANACR Aveyron *Résistance en Rouergue*, n^{os} 17, 18, 19 (1974) et 78 (1989).

Le deuxième acte se joua dans la rue¹ et prit la forme d'une manifestation spontanée, vers 20 h. Groupés sur la place de la République, une vingtaine de jeunes lycéens et d'étudiants s'avancèrent vers le café de l'Univers puis la promenade du Giraudet. Du fait de ralliements successifs, ce furent soixante participants qui débouchèrent sur la place de la mairie, chantant la Marseillaise autour du monument aux morts. Après une minute de silence et une nouvelle Marseillaise, le groupe revint sur la place, au cri de *Vive la République* et se dispersa. Vers 23h, un petit groupe, sous des feux de Bengale, entonna une troisième Marseillaise. Cette fois, l'intervention de gendarmes mit fin à la manifestation. La convergence entre les deux actions aurait été assurée en ville par un relais politique, Lambert alias *Boer*, qui obtint ce soutien populaire. Du fait de la proximité des lieux, aux chants de la rue répondirent avec enthousiasme ceux des politiques emprisonnés.

Dans le Sud-Aveyron, l'arrivée de jeunes gens, parfois réfractaires, accueillis au chantier forestier du Monna, près de Millau, créa de nouvelles conditions de la lutte politique pour l'A.S. Ce 14 juillet à 4 h, guidés par Jean Dancausse pâtissier, trois jeunes Jean Boron, Michel François et François Gomez, se livrèrent dans des rues commerçantes, avec du goudron, à une opération d'inscriptions hostiles au régime. Des Croix de Lorraine, « *Vive de Gaulle, À bas Hitler* », furent tracés en grand nombre et plusieurs miliciens nommément visés. Suite à leur arrestation, le tribunal correctionnel local infligea aux quatre auteurs de lourdes sanctions.

Ailleurs les événements signalés apparurent de faible portée. Dans Rodez, des tracts assez nombreux pour « *un 14 juillet de combat* » avaient été dispersés dans les rues, accompagnés de quelques n^{os} 31 de *Libération*. À Decazeville, l'exposition sur la vie du Maréchal ne provoqua aucune hostilité publique ; la journée s'y déroula sans incident et « *les ouvriers mineurs (...) ont travaillé comme de coutume...Aucune défection n'a été constatée.* ». À Cransac, un petit bouquet artisanal avec ruban tricolore fut déposé sur la stèle (sans statue) de Jean Jaurès. Le monument aux morts de Capdenac-Gare fut fleuri, un drapeau avec Croix de Lorraine hissé sur le mât. Un tissu rouge portait, peint en blanc « *Aux héros 14-18-40, les vengeurs de demain* ». Certains n'hésitèrent pas à pavoiser comme à Entraygues, dans le Nord-Aveyron où sept façades s'ornaient de drapeaux. Ils furent rapidement enlevés et l'enquête reconnut « *la bonne foi* » des propriétaires qui « *auraient agi comme les autres années et sans arrière-pensée* ». Deux drapeaux à Saint-Affrique comme l'unique de Rodez restèrent anecdotiques !

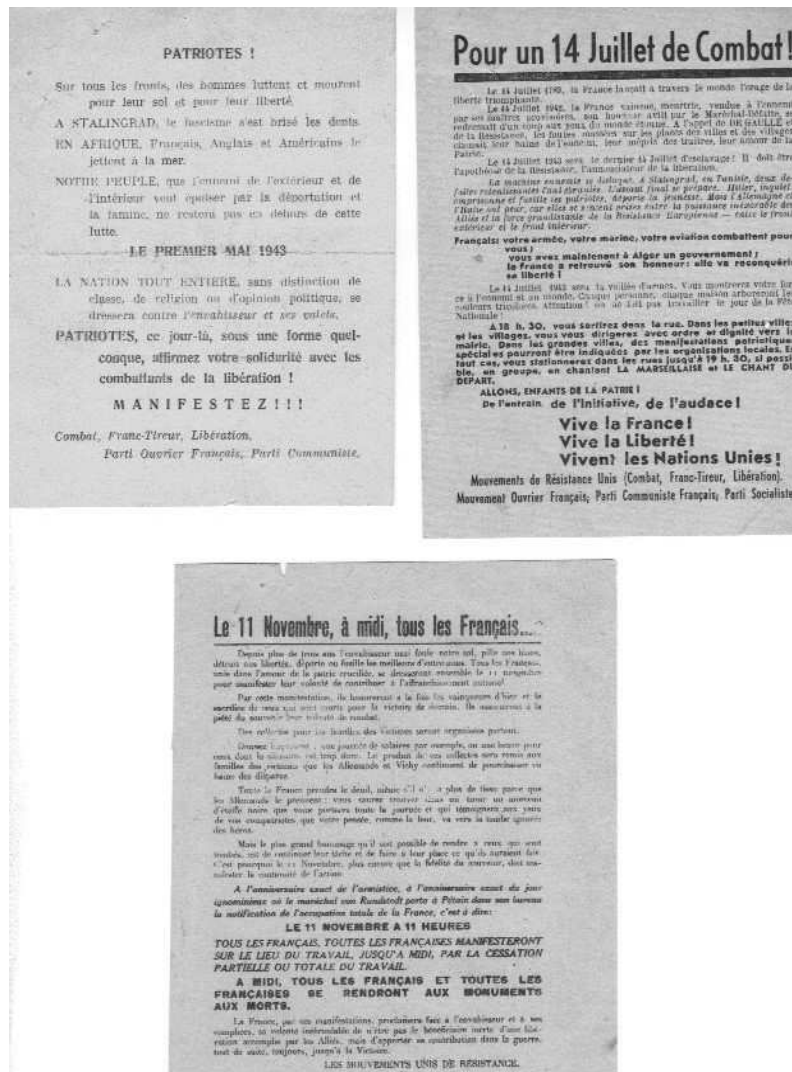
Mais le climat s'était fortement tendu en cet été. La germanophobie se confirmait dans les tracts, le refus du STO s'amplifiait ; de petits maquis-refuge, matrices de corps-francs audacieux, se disséminaient dans les zones rurales. Les actions de rue, les sabotages et attentats s'amplifièrent nettement.

Le 11 novembre 1943 se voulait, selon le n°39 de *Libération*, un « *Onze Novembre de Combat et d'Espérance* ». Plusieurs événements le confirmèrent. L'efficacité de centaines de petits tracts locaux dactylographiés (P.C ou MUR) renforcée par « *l'influence de la propagande de la radio étrangère* » devenait évidente. Dans le Bassin, les mots d'ordre de cessation du travail à 11 h furent d'une grande clarté : « *Désertons la mine* » (à Combes-Aubin) et « *le 11, Manifestez, faites grève* » à Cransac. Il y eut bien une série de grèves aux ateliers de la Société Commentry-Fourchambault, 115 ouvriers de jour et 125 mineurs de fond à Aubin ; aux ateliers des Domaines, 110 ouvriers sur 169 ne travaillèrent pas. Un mouvement fut amorcé dans la tannerie Fontanges de Villefranche (le patron étant le maire nommé). Dans la prison, les internés communistes² réussirent une nouvelle fois à organiser une courte manifestation patriotique en hommage aux morts de 14-18

¹ Rapport de police. AD Aveyron, 338 W 79

² Témoignages écrits de Louis Odru et Lucien Michel (1973). Collection particulière

et 39-40 tandis qu'à Millau, l'opération conjointe MUR et FTP pour saboter la dragueuse, au service de l'occupant, marqua durablement les esprits.



Trois tracts, Millau, 1943. Archives privées Henri Moizet

D'autres gestes modestes indiquaient une convergence nette entre l'esprit diffus de résistance et la Résistance-organisation. Les dépôts de gerbes nocturnes furent souvent accompagnés d'homages aux héros de la Résistance intérieure ou de la France libre (Decazeville, Millau, Saint-Affrique, Camarès). Fait rare en Aveyron, à Espalion, une gerbe fut déposée dans la nuit suivie de trois bouquets au petit matin. A midi, un cortège de 140 personnes se retrouva au monument aux morts¹.

À la multiplicité des sabotages, aux exécutions de collaborateurs répondirent de nombreuses arrestations et déportations. En cette fin d'année 1943 les oppositions se cristallisaient.

4 - 1944, convergences décisives avec les maquis :

Or, le 1^{er} Mai 1944 marqua le pas malgré le tract virulent du CAD Languedoc ouvrier. Son contenu percutant, présentant le STO comme un esclavage, se terminait par un appel au sabotage et à la grève « contre le fascisme assassin. » Mais en ce printemps, il était périlleux de « manœuvrer sans boussole » selon Marceau Coursières. Ce que confirma à Decazeville l'échec d'un rassemble-

¹ AD Aveyron, 338 W 79

ment, pourtant bien préparé et annoncé, auquel la population ne s'agrégea pas.² L'arrestation de onze résistants à Rodez, fin avril, démontrait d'ailleurs les risques encourus. Toutefois, en contradiction avec l'apparente apathie générale décrite par les rapports de police, la période était loin d'être calme. Depuis quelques jours, plusieurs attentats avaient été perpétrés (à Rodez, à Gabriac), de nombreux sabotages ferroviaires ou industriels recensés (Sévérac, Capdenac, divers sites du Bassin). Un climat pré-insurrectionnel se percevait avec la destruction de nombreux pylônes, l'agression de gendarmes et l'appel à un soulèvement lors du débarquement tant espéré. La clarification politique se construisait inexorablement.

« 14 juillet de libération », annonçait un tract. En Aveyron, ce furent au moins des préliminaires avec une convergence certaine entre les attentes populaires et la hardiesse des maquis.

Le Comité inter-local de Libération du Bassin, le plus abouti, décida de sortir de la clandestinité par une opération d'envergure en accord avec le maquis FTP d'Ols et sous sa protection. Dans la nuit, un détachement commandé par Louis Odru* investissait des points stratégiques de Decazeville. Dès le matin, quelque 3000 personnes s'agglutinaient devant la mairie et acclamait les membres du Comité publiquement dévoilés. Des applaudissements sans fin éclatèrent lorsque Marceau Coursières jeta du haut du balcon municipal le portrait de Pétain en petits morceaux vers les manifestants déchaînés tandis qu'à l'intérieur le buste de la République retrouvait son socle. Dans son discours, le délégué CGT André Cayrol demandait de la discipline et un soutien loyal. Parfaitement encadrée par les FTP, la foule défila ensuite et, dans un enthousiasme indescriptible, prolongea sa marche vers Viviez, Aubin et Cransac. Partout, les mêmes scènes se renouvelèrent, jusqu'au soir. Foules massées sur le trottoir, musique, parades, gerbes aux divers monuments aux morts, bals populaires spontanés, donnèrent à cette journée un air de fête de la rébellion, avec deux objectifs « *reprendre sa liberté* » et « *chasser le boche, ennemi commun* ».²



Espalion, 14 juillet 1944. Le maquis « Roland » occupe momentanément la ville. Archives privées Henri Moizet

Les maquis du Nord-Aveyron, eux aussi, dans un défi à l'occupant, et en accord parfois avec des élus, se retrouvèrent devant le monument aux morts. Ce fut le cas à Espalion pour une belle cérémonie avec la participation de nombreux habitants. Elle fut renouvelée à Saint-Côme. D'autres regroupements modestes s'opérèrent à Curières, Aubrac, Saint-Chély.

² Coursières Marceau, *Mémoires pour contribution à la connaissance de l'histoire de l'Aveyron 1939-1945* (manuscrit)

² AD Aveyron, 338 W 79 (rapport de police)

Une démonstration de force et d'unité caractérisa ce 14 juillet 1944 à Villefranche. La Résistance décida d'y organiser une manifestation de masse réunissant les trois maquis du secteur : Antoine-Vény, Ols-FTP et Du Guesclin-AS. S'y associeraient les groupes civils de résistance et la population. Les défilés aboutirent au monument aux morts, sous les vivats d'une foule totalement acquise. Tandis que le carillon de la Collégiale jouait *La Marseillaise*, les maquisards formèrent un carré parfait d'uniformes kaki, bleu et couleur paille. C'était, a décrit un témoin, la même communion dans ce jour ensoleillé. Or, tout se déroula sous la surveillance lointaine des troupes d'occupation qui restèrent inertes même après la dislocation des maquis repartant vers leurs bases¹.

Dans Millau, un tract du comité local de la Résistance avait appelé la population à célébrer la Fête nationale du 14 juillet. « *Plus encore que les précédents, stipulait-il, ce 14 juillet, que nous plaçons sous le signe de la résurrection de notre patrie, doit être fêté dignement par les Français de toutes conditions, face à l'occupant (...)* ». Il y eut une brève manifestation d'une vingtaine de ménagères devant la mairie. Mais des inscriptions au goudron, réalisées de nuit, insultaient Laval, Vichy ou l'occupant et surtout soutenaient De Gaulle et les maquis. Un drapeau français sur le sommet du Beffroi dominait la ville. Ailleurs, à Sévérac-le-Château, Bozouls, Salles-la-Source, Montsales ou Lunac, de brèves cérémonies patriotiques se déroulèrent (y compris à La Fouillade, le dimanche 16 ... après la messe !)

Dans un tel climat, la peur s'atténua et la confiance grandit au point que certaines obsèques de maquisards se transformèrent en manifestations patriotiques et germanophobes. À Camarès, le cercueil de Firmin Cabanel, tué à Laissac le 13 juillet, fut accompagné par les habitants et les résistants en armes en un long cortège vers le cimetière. À Decazeville, le 23, 7 à 8000 personnes, et plusieurs détachements de maquis, rendirent les honneurs aux 8 morts du combat des Albres-Montbazens. Autre exemple à Millau où, le 10 août, à l'appel de la Résistance locale, des milliers de Millavois en un cortège compact accompagnèrent la dépouille de d'Henri Froment* et bravèrent les Allemands malgré leurs dangereuses provocations.

En cet été aveyronnais, « *Chacun y va de son embuscade et rivalise dans la pratique de la guérilla* ».² Partout, l'espoir s'amplifiait et avec lui, l'intensité des combats livrés par les maquis. Le 18 août, les TO quittaient Rodez et battaient en retraite vers Millau et, au-delà, vers Montpellier. Ce même jour, dans l'euphorie, une immense manifestation populaire acclama le défilé des maquis. Mais le 20, jour de deuil, les Ruthénois honorèrent, sur les avenues et la place d'Armes, les trente otages fusillés au champ de tir de Sainte-Radegonde. Mgr. Challiol, qui 4 ans auparavant rappelait à ses ouailles l'impératif devoir d'obéissance vis-à-vis de Pétain, participa à la cérémonie. Entre la messe et l'absoute, dans son allocution, il déclarait prendre part « *à la grande douleur de la population ruthénoise devant cet acte de barbarie* » et conclut en appelant « *à l'union des cœurs par la prière pour une France libre et fière* ».³ S'accommodant de la palinodie épiscopale, le C.D.L dans sa diversité entendait incarner la victoire de la République. Son journal *Le Rouergue républicain*⁴ se voulait l'expression « *de la ferveur patriotique après l'oppression allemande et de l'unanimité française qui s'est forgée dans la Résistance* ». Georges Subervie, imprimeur et résistant, y témoignait de « *l'attachement commun au régime républicain que certains crurent facile d'enterrer dans les décombres de la grandeur française, après une défaite passagère (...)* ».

¹ Témoignage du capitaine Sylvain Diet (Du Guesclin). Archives personnelles.

² Henri Noguères, *Histoire de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 1982

³ *Le Rouergue Républicain*, n°1, 23 août 1944

⁴ Relais du CDL ouvert « *aux associations et partis d'inspiration républicaine* », il était imprimé dans les locaux et sur les rotatives de *L'Union catholique* lourdement sanctionnée économiquement et interdite.



Le Rouergue républicain, 23 août 1944, la une du n° 1

Archives privées Henri Moizet

Mais rapidement, face aux nouveaux enjeux de pouvoir, l'union se fissura et elle laissa le champ politique, insuffisamment épuré, aux rivalités de maquis puis aux divisions partisans dont quelques conservateurs surent tirer profit.

Henri MOIZET

*

UN DOCUMENT SUR L'ENGAGEMENT À GAUCHE D'ÉTUDIANTS CATHOLIQUES DE MONTPELLIER PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE (1956) : UN TEXTE DE GÉRARD CHOLVY (1932-2017) EXHUMÉ D'UNE REVUE ÉTUDIANTE CONFIDENTIELLE. NOTE INTRODUCTIVE

Gérard Cholvy est bien connu de nombreuses générations d'étudiants en Histoire de l'université de Montpellier III Paul-Valéry où il exerça pendant des décennies comme professeur d'histoire contemporaine. *Les Études Héraultaises* ont publié, sous la plume de Guy Laurans, une biographie de Gérard Cholvy à laquelle est adjointe une bibliographie « indicative » mais néanmoins complète

de son œuvre¹. Toutefois, l'article qui suit n'y figure pas. Il fut publié dans le bulletin interne des étudiants catholiques de Montpellier. Gérard Cholvy était alors un militant de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) et présidait le Centre catholique universitaire (CCU) de Montpellier. Il évoque les affrontements qui opposèrent dans cette ville, les 20 et 21 janvier 1956, d'une part, les étudiants de droite et d'extrême droite² favorables à l'Algérie française et ceux qui, sans être tous partisans l'indépendance de l'Algérie mettaient en cause la politique répressive des gouvernements français en Algérie et, de façon plus générale, dans ce que l'on désignait alors, depuis 1946, comme l'« Outre-Mer » pour éviter de parler de « colonies » ou d'« empire ». Pour Cholvy, ces événements furent un moment décisif dans la prise de conscience et de la politisation d'étudiants qui étaient jusqu'alors demeurés en retrait des polémiques et affrontements qui opposaient à Montpellier, les étudiants de gauche et ceux d'extrême droite. Les catholiques engagés dans les rangs de la JEC faisaient partie du nombre. Ils établirent alors des liens avec les nombreux étudiants d'outre-mer présents à Montpellier et hostiles, à la politique coloniale française, même s'ils n'étaient pas tous — encore — favorables à une rupture politique totale avec la « métropole ». Comme on le verra en lisant son texte, les organisations étudiantes avec lesquelles Gérard Cholvy, responsable des étudiants catholiques montpelliérains était en contact étaient nombreuses et diverses : parmi elles l'UGEMA (Union de étudiants musulmans d'Algérie). La tension entre groupes étudiants opposés fut vive à Montpellier. Cholvy fait aussi allusion à d'autres mouvements dans d'autres villes universitaires françaises. Nous le publions dans ce numéro du *Midi Rouge* avec des notes infrapaginales destinées à préciser davantage la contextualisation du texte de Gérard Cholvy, dont on mesure *a posteriori* son importance à la fois pour l'histoire du positionnement des intellectuels de gauche — ici des plus jeunes, encore étudiants — face aux tragiques « événements » d'Algérie et celle de l'histoire sociale et politique de la préfecture de l'Hérault.

Il est nécessaire aussi de rappeler le contexte général qui éclaire les incidents qui émaillèrent alors³ la vie étudiante et universitaire de Montpellier. Les incidents et échauffourées de Montpellier eurent lieu juste le lendemain des élections législatives du 19 janvier 1956 et avant la formation du nouveau gouvernement par Guy Mollet*. Le « Front républicain » ramenait la gauche au pouvoir. René Coty, président de la République, avait pressenti Pierre Mendès-France* pour former le nouveau gouvernement. Mais ce dernier suggéra au chef de l'État de nommer président du Conseil, Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO. Après avoir formé son gouvernement, il fut enfin investi le 1^{er} février 1956. Guy Mollet et le Front républicain avaient l'intention d'en finir au plus vite avec la guerre en Algérie, y compris en négociant la paix. Ces intentions les désignaient comme « traîtres », prêts à « brader » l'Algérie, et, à sa suite, les autres colonies. Les partisans de l'Algérie française étaient prêts à en découdre afin d'empêcher un gouvernement qui n'était pas encore

¹ Guy Laurans, « In memoriam Gérard Cholvy (1932-2017) », *Études Héraultaises*, 49, Montpellier, 2017, pp. 176-182. Par ailleurs, une bibliographie systématique de Gérard Cholvy (limitée à 2004) a été publiée in : Dominique Avon, Michel Fourcade (éd.), *Mentalités et croyances contemporaines. Mélanges offerts à Gérard Cholvy*, Montpellier, Publications de l'université Paul-Valéry, 2004, 604 p.

² Mais aussi des adultes ... présents dans les rangs des manifestants de droite et d'extrême droite.

Dans un Languedoc méditerranéen, alors dominé par la gauche, Montpellier — ville moins importante, rappelons-le, que Nîmes ou Béziers et dans laquelle le poids de l'Université était considérable car, au milieu des années 1950, les étudiants représentaient environ un dixième de la population — se distinguait par un électorat majoritairement conservateur au sein duquel l'extrême-droite trouvait des appuis conséquents. Cette pesanteur sociologique et cette tradition historique expliquent le poids de la droite parmi les étudiants de la ville : le recrutement bourgeois et terrien (gros propriétaires viticoles du Bas Languedoc) des facultés de Droit et de Médecine (mais pas que ...), alors prépondérantes, rend compte de l'orientation majoritaire, conservatrice, des organisations étudiantes de la ville en ce début de 1956.

³ Curieusement, Emmanuel Leroy-Ladurie*, alors professeur au lycée Joffre de Montpellier et militant communiste en rupture de ban, ne fait aucune allusion à ces événements dans l'ouvrage autobiographique qui retrace, en ce qui concerne son long séjour à Montpellier, ses pratiques d'enseignant et ses recherches concernant l'histoire languedocienne, tout en donnant une chronique de la vie politique montpelliéraine vue de l'intérieur du PCF puis du PSU (Emmanuel Leroy-Ladurie, *Paris-Montpellier PC-PSU 1945-1963*, Paris, Gallimard, 1982, 262 p.).

constitué à mettre en œuvre ses projets concernant la crise algérienne. Le 6 février, lors d'une visite à Alger, Guy Mollet dut faire face à la vindicte des Européens d'Algérie qui l'invectivèrent et lui lancèrent des tomates. Renonçant à une politique algérienne libérale, il fit voter les « pouvoirs spéciaux » par le Parlement (16 mars 1956). Commença alors la fuite en avant que l'on sait et qui déboucha sur le 13 mai 1958.



Gérard Cholvy (1932-2017)

De son vivant, Gérard Cholvy a communiqué à Jean-Claude Richard ce texte publié dans la livraison d'avril-mai 1956 de *Vin Nouveau*¹, n° 11 d'une revue à diffusion restreinte publiée par l'aile gauche des étudiants chrétiens de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (Paris). Un exemplaire de ce numéro figure dans le fonds « Gérard Cholvy » des Archives départementales de l'Hérault². *Vin Nouveau* joua un rôle important dans la prise de conscience politique des étudiants catholiques interpellés par les développements de la guerre d'Algérie. De jeunes intellectuels chrétiens ou, quelquefois, liés à une mouvance « laïque » comme la SFIO y collaborèrent. Rappelons simplement que deux d'entre eux, toujours bien actifs en 2019, Alain Badiou* et Jacques Julliard* y collaborèrent³. Remarquons au passage que l'UNEF, ou plutôt sa tendance « mino » bientôt ma-

¹ *Vin Nouveau*, Paris, 1955-1956, directeur gérant : Yves Vadé. Le n° 1 de la revue est sorti en janvier 1955.

² ADH 224 J 2. Un grand merci à Julien Duvaux, des ADH, qui nous a procuré une copie de cet article.

³ Sur *Vin nouveau* et ses liens avec Alain Badiou et Jacques Julliard, voir :

— Tzchen Tho, Giuseppe Bianco (edited and translated by), *Badiou and the Philosophers : interrogating 1960s French Philosophy*, London, New York, New Delhi, Sydney, Bloomsbury, 2013, pp. XIV-XV.

— Étienne Fouilloux, « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie (1954-1962) » in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 405 p. [p. 89, p. 91].

goritaire (1957), était alors délaissée, à de rares exceptions par les étudiants issus des partis de gauche établis (PCF, SFIO) ou des mouvances trotskiste et libertaire. Les seuls qui avaient vu l'importance stratégique du mouvement étudiant dans le contexte de la guerre d'Algérie et de la crise qu'elle a générée, étaient précisément les chrétiens de gauche et les multiples « chapelles » de la Nouvelle Gauche qui cherchaient à définir une voie nouvelle, à l'écart de ce qu'ils considéraient comme les impasses dans lesquelles s'étaient fourvoyés les grands partis (la troisième voie de la SFIO, le stalinisme du PCF).

La collaboration de Gérard Cholvy à *Vin Nouveau* montre bien qu'il se situait dans la mouvance chrétienne de gauche ouverte aux luttes en faveur de la décolonisation, mouvance qui, à Montpellier, affronta l'extrême droite favorable à l'Algérie française.

L'article de Gérard Cholvy dans *Vin Nouveau* constitue de ce fait un document du plus grand intérêt qui permet mieux connaître les processus de prise de conscience de la réalité de la guerre en Algérie par une partie des étudiants d'une ville universitaire. Parmi eux, nombreux étaient ceux qui venaient de l'Outre-Mer, à commencer par les Algériens dont certains avaient déjà intégré, clandestinement, les rangs du FLN.

Adhérent de l'AMLR, Jean-Claude Richard a proposé sa publication dans *Le Midi Rouge*. D'évidence, ce texte est un document important qui témoigne de la prise de conscience politique et anti-coloniale qui s'effectuait alors dans une partie des milieux catholiques, en particulier ceux qui étaient influencés par les mouvements de l'Action catholique et dont la JEC était une des composantes les plus dynamiques. Dans la décennie qui suivit, ils basculèrent massivement dans un engagement militant résolument orienté à gauche. Après le décès de Gérard Cholvy, il ne manquait plus que l'autorisation formelle de son fils, Marc Cholvy, afin de finaliser sa publication dans nos colonnes. Ce dernier l'a volontiers donnée à notre ami Jean-Claude Richard qui l'avait contacté à cet effet. Il a aussi retrouvé la trace, aux Archives départementales de l'Hérault, d'un exemplaire original du numéro de *Vin Nouveau* où fut publié l'article de Gérard Cholvy. Qu'il en soit remercié.

André BALENT

* * *
*

ÉVEIL POLITIQUE CHEZ LES ÉTUDIANTS À MONTPELLIER (HÉRAULT), JANVIER 1956

Il devient un lieu commun de constater depuis deux mois que la masse étudiante que l'on disait amorphe, vient de sortir de son indifférence. Elle prend position sur des problèmes que les petits cercles d'extrême-droite ou de gauche agitaient seuls jusqu'alors. Aujourd'hui l'intérêt pour un grand problème national a pris la forme d'un réflexe élémentaire atteignant les couches les plus diverses du milieu étudiant : il faut le ramener à ses dimensions réelles ; chercher à expliquer sa soudaine naissance et la vigueur de ses manifestations ; retrouver aussi la part prise par les chrétiens dans cet éveil.

Une réunion qui s'achève en bagarre.

Les « incidents » des 20 et 21 janvier à Montpellier ne sont pas uniquement nés d'un réflexe spontané. Sans parler encore de raisons plus profondes, quelques événements extérieurs les ont

préparés. C'est ainsi qu'en décembre les associations d'outremer et de gauche réussissaient à faire interdire une réunion publique qui devait avoir lieu au Pavillon populaire avec la participation du maire de Philippeville. Elle dut se tenir dans un local privé. Le 21, sur invitation de l'UGEMA¹ un certain nombre d'associations dont celles d'outre-mer, l'AGE² de Montpellier et la JEC, adoptaient le texte d'une résolution « considérant la guerre d'Algérie sans issue » et « faisant appel à toutes les bonnes volontés françaises pour mettre fin à la tragique situation algérienne ». L'AGE représentée par un de ses vice-présidents — un Antillais — désavoua ce dernier le lendemain et retira sa signature. Ces faits passaient cependant à peu près inaperçus à la veille des départs en vacances.

Au début de janvier M. Déchezelle³, invité par le comité anticolonialiste, faisait une conférence dans le local refusé au maire de Philippeville. Il demandait des négociations immédiates en Algérie.

C'est alors que les étudiants de l'UGEMA, annoncèrent par tracts leur journée nationale d'action pour la libération des étudiants musulmans emprisonnés. La vigueur de certains termes ne devait pas rester sans écho : « ... l'Algérie est le théâtre d'une véritable guerre. Chaque jour des centaines d'innocents tombent, victimes d'une répression aveugle. Des milliers d'Algériens connaissent les rigueurs des prisons... ». La journée prévoyait la grève des stages hospitaliers et des cours, la grève de la faim et enfin une réunion d'information au Pavillon Populaire le vendredi 20 à 21 heures. Des contacts avaient été pris avec un certain nombre d'associations — à l'exclusion de tout parti politique — et une motion remise au préfet avait été rédigée pour demander la recherche « d'une solution pacifique du problème algérien » et la libération des étudiants emprisonnés. Elle considérait que « la situation en Algérie, au lieu de s'améliorer, s'aggrave de jour en jour. Que la libre expression d'aspirations légitimes demeure toujours méconnue, ce qui se traduit, entre autres, par l'arrestation et la détention sans jugement d'étudiants musulmans algériens ». Participaient seuls à la journée, les signataires du texte, l'UGEMA, l'UGET⁴, les étudiants marocains, musulmans, africains, malgaches et cambodgiens. Le Centre catholique universitaire s'associant à la motion donnait son accord, sinon par la grève des cours ou de la faim, du moins pour prendre la parole lors de la réunion d'information du soir, ceci devant se faire — uniquement — sous la forme de lecture de textes de la hiérarchie d'Afrique du Nord, condamnant les violences, d'où qu'elles viennent.

Il était cependant dans l'idée de certains étudiants, dont Jean-Marc Mousseron⁵, ancien président de l'UNEF — président d'honneur de l'AGE et influent au sein de l'association, comme les événements le montrèrent, en dépit de rivalités de personnes qui l'avaient fait échouer aux élections de la corpo de Droit en novembre — de prendre une revanche sur les événements précédents. Ils désiraient empêcher la réunion et non, comme cela s'était produit lors de la venue de M. Déche-

¹ Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (fondée en 1955). Elle était favorable à l'indépendance de l'Algérie. [N de la R]

² Association générale des étudiants. Les AGE adhéraient à l'UNEF. [N de la R]

³ Déchezelle : pour Yves Dechezelles* (1912-2007). Avocat, à la SFIO dès 1927, il rompit avec elle en 1947. Il participa ensuite à la vie de divers groupes de la Nouvelle gauche qui donnèrent naissance à l'UGS (Union de la gauche socialiste) en 1957 puis du PSU en 1960. Dans les années 1950, il fut l'avocat du MNA et MTLD (nationalistes algériens) puis de militants du FLN et de l'ALN algériens. [N. de la R.]

⁴ Union générale des étudiants de Tunisie. [N de la R]

⁵ Jean-Marc Mousseron (1931-2000). Languedocien, étudiant en Droit à Montpellier, Jean-Marc Mousseron appartenait à la tendance « majo » de l'UNEF. Président de l'AGE de Montpellier, il fut président de l'UNEF d'avril 1954 à avril 1955. En janvier 1956, il était président d'honneur de l'UNEF et son conseiller juridique. Comme tous les « majos », il se réclamait de l'« apolitisme » et du « corporatisme ». Mais comme beaucoup de membres de sa tendance, il s'affirma comme fervent partisan de l'Algérie française, hostile en particulier à l'UGEMA. Les « minos » qui finirent par devenir majoritaires au sein de l'UNEF (1957). De sensibilité de gauche, étaient pour une bonne part d'entre eux des chrétiens qui se réclamaient des idéaux progressistes de la Résistance. La guerre d'Algérie les radicalisa jusqu'à soutenir la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Jean-Marc Mousseron fit ensuite une carrière universitaire : à Beyrouth puis à Alger, avant de revenir à Montpellier à la faculté de Droit. [N de la R.]

zelle, y porter la contradiction à la tribune. Pour cela Mousseron et ses amis organisent une manifestation le vendredi matin au monument aux morts à la mémoire d'un ancien étudiant de l'AGE, tué en Algérie. Sa mort avait été apprise non, comme le dit avec d'autres *L'Observateur étudiant*, « justement ce jour-là », mais en juin 1955. Mousseron invita les deux cents étudiants présents à se rendre à la réunion du soir « pour montrer leur désaccord avec les buts que poursuivent leurs camarades algériens ». Il put parler, sans que personne l'en empêchât, dans un amphithéâtre de la faculté de Droit et dans le bar de l'AGE, où l'on distribuait des cocardes tricolores. Des étudiants, et parmi eux des représentants du mouvement étudiant, invitèrent leurs camarades « à venir casser la gueule aux métèques ». La mairie — sous quelle influence ? et non sans un désaccord avec la préfecture — refusait successivement deux salles aux étudiants algériens qui obtinrent alors à la Bourse du Travail, la salle Jean-Jaurès, local privé appartenant à plusieurs syndicats, dont la CGT, ce qui fut exploité par la suite. Mousseron, de son côté, passa l'après-midi à grouper les étudiants métropolitains. Il se rendit au CCU⁶ pour nous inviter à nous abstenir de toute participation : il était accompagné de Claude Servent, président d'honneur, et de Jean Castel, alors secrétaire général de l'AGEM.

Vers vingt et une heures, deux cent cinquante étudiants environ remplissaient presque complètement la salle Jean-Jaurès : nord-africains, noirs, mais aussi métropolitains, voire français d'Afrique du Nord. Les étudiants communistes, non invités officiellement, étaient en nombre infime, malgré ce qui a été dit. Venant de l'AGE et de la Cité universitaire, les contre-manifestants arrivaient peu après au nombre d'un millier, en rang et chantant *La Marseillaise*, entre autres. Dans les rues avoisinantes stationnaient aussi des curieux, des sympathisants des étudiants algériens, qui étaient arrivés trop tard pour pénétrer dans la salle. Ceci a permis de parler plus tard de deux mille manifestants, « pratiquement toute la population universitaire de Montpellier » écrit *L'Observateur étudiant*, qui ignore que Montpellier compte un minimum de sept mille cinq cents étudiants. Il y avait d'ailleurs de nombreux lycéens parmi les contre-manifestants. Devant la menace qui se traduisait par l'envoi de projectiles en direction des fenêtres de la salle, les organisateurs de la réunion fermèrent les portes et après discussion proposèrent l'admission de cinq étudiants. « Tous ou aucun », répondit, paraît-il, Mousseron. La bagarre commença dans l'escalier menant à la salle. Quelques excités envahirent les bureaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble : ils y mirent à sac une bibliothèque et, adversaires sans doute du culte de la personnalité, décrochèrent un portrait de Staline, d'autres dirent de Thorez. La mêlée risquait de devenir générale. Il fallut le sang-froid et l'autorité de Mohamed Khemisti, président de l'UGEMA pour éviter le pire. Il résista en cela aux sollicitations de certains membres du comité anticolonialiste qui n'auraient pas répugné à déclencher une offensive. Il y eut un colloque avec Mousseron, qui s'engagea à permettre l'évacuation de la salle, à condition que la réunion fût remise *sine die* ; ce qui fut accepté. La police, de son côté, aux effectifs vraiment squelettiques, invita les manifestants à se disperser, ce qu'ils se gardèrent bien de faire, se contentant de reculer aux extrémités de la rue. Mousseron, débordé par ses troupes, se trouva impuissant devant les passions qu'il avait contribué à déchaîner. Les contre-manifestants, rompant le service d'ordre insuffisant et plus ou moins complaisant, brutalisèrent à plusieurs reprises les étudiants qui sortaient lentement de la salle de réunion. À noter que des émules du « diviser pour régner » disaient à leurs camarades : « Laissez passer les noirs ; ils sont avec nous... ». Pendant près de deux heures outre-mer et métropolitains subirent dans l'ensemble avec calme les injures qui prenaient fréquemment un caractère nettement raciste. Un étudiant noir, voulant passer en voiture, fut arrêté et son véhicule renversé au milieu des clameurs. On s'en prit aux « métèques, bicots et ratons » en les invitant à repasser la Méditerranée en restituant au préalable leurs bourses. Il y eut une attention spéciale pour les « mauriciens et on alla (!), jusqu'à nous traiter de « MRP ». Des coups furent échangés où les étudiants métropolitains étaient particulièrement visés. L'arrivée des CRS dispersa tout le monde. Ils agirent avec brutalité, mais sans discrimina-

⁶ Centre catholique universitaire [N. de la R.]

tion. Un gardien de la paix en civil reçut une volée et un théologien (étudiant à la faculté de théologie protestante) ayant désarmé par mégarde un CRS ne dut son salut qu'à une fuite rapide. Plus pénibles dans la nuit furent les attaques que durent subir des étudiants d'outre-mer isolés. Un étudiant algérien fut laissé sans connaissance.

Dernier épisode, le lendemain matin à la Cité universitaire : un heurt violent opposa des métropolitains aux étudiants d'outre-mer. Mousseron, qui y était venu déjeuner, — ce qui ne lui arrive jamais — fut pris à témoin par un contre-manifestant de la veille qui accusait un nord-africain d'avoir craché sur le drapeau français — fait qui est resté incontrôlé. La bagarre devint générale, excitée par les récits des incidents de la veille. Les Algériens étaient accusés d'avoir brandi le portrait de Staline, et d'avoir chanté *L'Internationale* — en réalité le chant de *L'Istiqlal*...¹ en arabe —. L'intervention des CRS amena l'arrestation d'un étudiant africain.

Pendant deux ou trois jours un complexe de peur et de suspicion régna dans la ville, les principaux responsables étudiants se faisant escorter par des « gardes du corps », les outre-mer et les métropolitains s'évitant mutuellement dans les rues. Cependant des métropolitains que nous n'avions jamais vus venaient déplorer le racisme de quelques-uns et nous demandaient d'agir pour tenter d'apaiser les esprits. Il est vrai que d'autres étudiants venaient aussi demander des comptes : c'étaient des catholiques que nous n'avions pour la plupart jamais vus jusqu'alors...

Réactions en chaîne.

Seul appel au calme, lancé le lendemain même des incidents de la Cité, celui émanant du CCU et des étudiants protestants mettait « en garde les étudiants contre des excitations qui proviennent de mouvements ou de partis politiques ».

De fait si les poujadistes n'avaient pas participé à la contre-manifestation, du moins avaient-ils proposé leur aide à Jean-Marc Mousseron pour « contrer le service d'ordre communiste ». Celui-ci avait refusé. Parmi les manifestants, on remarquait la présence de M. Delmas², indépendant, adjoint au maire. De leur côté les communistes lançaient des tracts de protestation criant halte au fascisme : « C'est le fascisme à visage découvert qu'on a vu ces jours-ci à Montpellier, hypocritement chauvin, raciste et terroriste... ».

Les autorités universitaires, malgré les sollicitations dont elles étaient l'objet, observaient le mutisme le plus complet, tout comme l'AGEM d'ailleurs. Dans la semaine qui suivit, les seuls éléments nouveaux alimentant les discussions furent :

- 1) Une mise au point de Mousseron. Les Algériens avaient, disait-il, occupé de force les locaux de la Bourse du travail. « Les étudiants français ne tolèrent pas que soit insulté et souillé à Montpellier même le drapeau français..., ils n'acceptent pas d'être traités d'assassins..., la seule présence d'étudiants d'outremer à notre manifestation permet de nier son caractère raciste. »

¹ « Istiqlal » signifie en fait « indépendance » en arabe. C'est le nom du parti marocain en fondé en 1934 afin d'obtenir l'indépendance du protectorat. En janvier 1956, celle-ci était imminente puisqu'elle fut proclamée le 2 mars 1956. C'est le cabinet en fonctions avant l'investiture de Guy Mollet qui, le 6 novembre 1955, prit la décision de rendre, après négociations, son indépendance au Maroc. Le gouvernement de Guy Mollet entama, dès le 15 février 1956, la négociation finale qui aboutit à l'indépendance du pays, le 2 mars 1956. [N de la R]

² François Delmas (1913-2002), avocat, fut député de l'Hérault de 1978 à 1981. Homme de droite, il fit d'abord partie du conseil municipal de Montpellier dans la municipalité du radical Jean Zuccarelli (1953-1959) dont il fut un adjoint. Élu maire de Montpellier, en 1959, il fut réélu en 1965 et 1971. En 1977, Il fut battu par Georges Frêche* (1938-2010). Il fut secrétaire d'État à l'Environnement dans le troisième gouvernement de Raymond Barre (1978-1981). [N. de la R.]

- 2) La réponse du président de l'UGEMA : « Nous affirmons le caractère fasciste de la contre-manifestation. Les cris de « bicots », « ratons », « métèques » ne sont pas près d'être oubliés ; et ce n'est pas la présence d'un Réunionnais dans ses commandos qui pourra disculper Mousseron. L'exception confirme la règle... »
- 3) L'organisation d'un meeting de protestation par le comité de défense antifasciste avec la participation des syndicats (CGT, FO, CFTC), des partis de gauche, des associations d'outre-mer. Il se déroula le 25 dans le calme. Khémisti¹ put y lire le texte d'un télégramme des étudiants catholiques et protestants de Grenoble l'assurant de leur solidarité. Mousseron avait invité les étudiants à s'abstenir d'aller au meeting : « ... Nous regrettons que d'autres organisations politiques se laissent prendre aux ficelles du parti communiste. Nous n'avons pas à les juger. Nous n'entrerons pas dans ce jeu. » Le parti répondait : « Lorsque Mousseron axe ses attaques contre les communistes il se place, en fait, dans la situation du vice qui rend hommage à la vertu. Le parti communiste est fier d'avoir posté dès le début aux commandos fascistes. »

Une semaine seulement après les incidents, le président de l'AGEM, devant le départ massif des Nord-Africains adhérents du MUC (Montpellier-Université-Club) invita les étudiants à oublier ce qui s'était produit : « Personnellement je regrette les événements passés. » Il démissionnait peu après. Le 30, le comité élargi dont les outre-mer étaient absents et le sont à une exception près, procéda à l'élection du nouveau président. L'attitude de certains montra qu'il s'agissait d'obtenir l'approbation tacite de l'attitude des membres du précédent bureau dont plusieurs s'étaient trouvés, « à titre personnel, il est vrai », dans la contre-manifestation. Jean Castel fut élu avec soixante-treize voix contre vingt et une. Le nouveau bureau n'eut plus, après quelques efforts, qu'à enregistrer la scission définitive de la quasi-totalité des étudiants d'outre-mer.

Les incidents du 20 janvier débordaient rapidement les cadres de notre Université. Le mouvement étudiant en était le premier ému et réagissait dans toute la France. L'UNEF, dans un communiqué « condamnait avec énergie les manifestants qui, renonçant à apporter la contradiction à une réunion, ont fait appel à la violence ». Mousseron démissionnait de ses fonctions de conseiller juridique de l'UNEF. Mais les offices du Droit et de Dentaire en faisaient leur conseiller juridique. À l'issue de la manifestation du Palais de la Mutualité, Roger Mus, président de l'Office de Pharmacie et montpelliérain, se désolidarisait de l'UNEF. Quant au congrès, il était déplacé de Montpellier à Strasbourg. À Toulouse le bureau de l'AGE², qui avait publié une motion de solidarité avec les étudiants algériens, était renversé puis confirmé une semaine après par de nouvelles élections. La journée anticolonialiste du 21 février ramenait l'agitation. Mousseron, dès avant cette date, menait une campagne de propagande dans toute la France. Le succès en était inégal. À Montpellier, où sa position est de loin la plus forte, il déclenchait une campagne de tracts, signés « Les Étudiants français », et de conférences qui recevait l'appui de l'Union des étudiants algériens, nouvellement fondée et des différents groupes de droite et d'extrême-droite. Il est certain, d'autre part, que le financement d'une telle campagne, si l'on y joint les fréquents voyages de J.-M. Mousseron à Paris et même à Alger, dépasse les possibilités du milieu étudiant. Le 29 février M. Ménengaud³, qualifié d'adjoint SFIO au maire de Philippeville et de délégué à la propagande SFIO pour le Constantinois, alors qu'il était exclu du Parti socialiste depuis le 6 novembre 1955, fit une conférence, sous la pré-

¹ Mohamed Khemisti (1930-1963). Étudiant en Droit à Montpellier dès 1956, il militait à l'UGEMA et (clandestinement) au FLN. Après l'indépendance de l'Algérie, il fut ministre des Affaires étrangères du 28 septembre 1962 jusqu'à sa mort, des suites de blessures par balles, le 5 mai 1963. [N. de la R.]

² Association générale des étudiants. [N. de la R.]

³ « Ménengaud » pour « Méningaud ». Jean Méningaud (1913-1990), avocat de Philippeville (aujourd'hui Skikda, Algérie), libertaire et pacifiste avant 1939, avait participé à la Résistance dans les FTPF. Adhérent de la SFIO, il fut adjoint de Philippeville. Partisan de l'Algérie française, il fut exclu de la SFIO. En décembre 1956, converti au royalisme, il adhéra à l'Action française. Il fut membre de l'OAS. Exilé en Suisse, il revint en France après l'amnistie de 1968. [N. de la R.]

sidence de Mousseron. La propagande fut telle qu'elle alla jusqu'à susciter les réactions de nombreux parents d'élèves du lycée de Montpellier. À cette occasion l'adhésion des étudiants de Paris fut apportée par Jean-Marc Dujay, rédacteur en chef d'*Amitiés Françaises Universitaires* (AF¹) ce qui fut passé sous silence. A Paris, Lyon et Bordeaux des incidents avaient lieu le 1^{er} mars. À Alger le 10 mars, Mousseron prenait la parole devant deux cents personnes à une réunion organisée par le Comité d'action des étudiants d'Algérie : « Nous avons le droit de savoir comment seront organisées nos existences. Nous ne pouvons admettre que des intellectuels communistes, des communistes, des pleurnicheurs masochistes et des gens qui se permettent de parler au nom des catholiques puissent prétendre seuls à la vérité. » Il dénonça les méfaits du jécisme et « certains dominicains qui se font les supporters des fellaghas ». De retour en France, il organisait le 16 à Montpellier une réunion pour « l'Algérie martyre ».

Dans *Carrefour* il pouvait écrire : « La communauté étudiante renoue avec sa mission politique. »

La presse y fait largement écho et juge diversement selon ses tendances. Il est un fait que l'union s'est réalisée en de nombreux endroits sur le thème précis de l'Algérie. Elle est faite d'un côté, du rassemblement des étudiants d'outre-mer avec les communistes, les socialistes, le RGE², la Nouvelle gauche, la JEC parfois, voire le MRP et les radicaux. De l'autre, entre les indépendants, l'AF, les groupes de la tendance Rivarol, les Français d'Algérie groupés dans l'UEA, des anciens gaullistes, les rares poujadistes étudiants. Jacques Mousseau³ précisait dans *Carrefour* que « le monde étudiant, de plus en plus, se scinde en deux groupes tant les heurts s'accroissent en nombre et en violence ».

Les incidences extérieures de ces remous sont nombreuses. On peut retenir les plus significatives. La demande de protection adressée par les étudiants marocains au sultan Mohamed V dès le 21 janvier et l'écho donné par *Radio-Maroc* à ces incidents. L'agitation des étudiants noirs à Dakar, où la section MRP « condamne vigoureusement l'action menée en métropole contre les étudiants d'outre-mer dans différentes villes de faculté. » C'est une position analogue qu'adopte *Forces Nouvelles*, l'hebdomadaire du MRP. Il est alors regrettable de constater que certaines sections locales n'ont pas adopté la ligne générale du parti : le responsable des étudiants MRP de Montpellier s'est fait le 20 janvier un des supporters de Mousseron. Les conséquences désastreuses des incidents de Montpellier outremer, ne seront jamais assez soulignées. C'est en le constatant non sans émotion qu'Alain de Mazery⁴, écrit dans *Afrique-Nouvelle* : « ... Une autre leçon nous arrive, la facilité avec laquelle on assimile l'ensemble d'un peuple à une fraction de manifestants. Est-ce parce que de nombreux étudiants de Montpellier ont frappé des étudiants algériens, africains et... métropolitains, que la jeunesse de France est raciste ? » Dans une lettre ouverte au Président du Conseil, les parlementaires d'Afrique Noire unanimes — RDA⁵, SFIO, MRP, Radicaux, IP⁶ Indépendants d'outre-mer, Républicains sociaux — attirent l'attention du gouvernement sur les incidents :

¹ Action française. [N. de la R.]

² Regroupement de la gauche étudiante. Rassemblait dans les années 1950, des étudiants issus de divers groupes de la « Nouvelle gauche » (Union progressiste, Mouvement de libération du peuple, Jeune république) parmi lesquels des chrétiens. [N. de la R.]

³ Jacques Mousseau, journaliste né en 1932. A été rédacteur en chef de *Planète* puis directeur de la diffusion à TF1, président de l'Institut Multi-Média. [N. de la R.]

⁴ Pour : Alain des Mazery, journaliste spécialiste de l'Afrique [N. de la R.]

⁵ Rassemblement démocratique africain. Le RDA, fondé en 1946 regroupait, dans une fédération, les nationalistes de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française ; Les nationalistes du Cameroun (territoire sous mandat) l'intégrèrent temporairement. [N de la R]

⁶ Indépendants et paysans. Le nom complet du parti était : CNIP (Centre national des indépendants et paysans) [N de la R]

« ... [leur] ton a été donné les 20 et 21 janvier derniers à Montpellier, où ils ont revêtu une exceptionnelle gravité en raison de la complicité que les provocateurs auraient trouvée auprès des autorités et des forces de l'ordre du département.

... Nous, élus des territoires d'outre-mer, avons cru et croyons encore, en une Union Française, fondée sur l'égalité absolue des droits et des devoirs pour le meilleur bien de la communauté française... Que des jeunes gens, nourris de la tradition égalitaire de l'Université française acceptent de cautionner des idées dont l'abjection n'est pas à démontrer, voilà qui nous surprend... ».

Des événements qu'il ne faut pas minimiser.

Que Montpellier ait été plus que toute autre ville, travaillée par l'opposition entre étudiants métropolitains et d'outre-mer, c'est ce qu'une étude rapide des différents milieux composant notre université, explique en grande partie.

Sept cents étudiants de l'Union Française, dont plus de cent Algériens et de nombreux musulmans ; quatre cents étrangers en majorité musulmans aussi et originaires du Moyen-Orient. Ces derniers ont un train de vie très au-dessus de la moyenne de l'étudiant métropolitain. Cependant ils ne sont pas tenus de venir en France poursuivre leurs études il semblerait donc qu'on dût les accueillir avec sympathie. En fait la « presse » est telle dans les amphithéâtres de PCB¹ ou de première année de médecine, que le problème de la cohabitation se pose journellement. Ajoutons à cela que l'attitude de certains étrangers — Syriens en particulier — est parfois regrettable lors de certaines manifestations ; dans leur majorité pourtant ils se sont abstenus d'intervenir dans les différends qui opposent les métropolitains à leurs coreligionnaires d'Afrique du Nord. Quant aux étudiants de l'Union Française, ils font bloc avec les étudiants musulmans. Il est vain de vouloir feindre l'ignorance à ce sujet.

La présence de trois cents étudiants français d'Afrique du Nord entre également en ligne de compte. N'en faisons pas trop vite trois cents individus prêts à « tout » pour maintenir la présence française en Afrique du Nord. Patriotes, ils se refusent tous à choisir entre la valise et le cercueil et certes beaucoup pensent que c'est la seule alternative que les musulmans d'Afrique du Nord leur laissent. Il est bon que leur action s'exerce auprès de nombre de camarades métropolitains, pour qui une solution d'abandon, motivée par des intérêts égoïstes et à courte vie, semble la seule issue possible en Afrique du Nord. Nous sommes nombreux, Français du Maroc, à nous féliciter des récents accords franco-marocains² et les rapports fréquents et amicaux que nous entretenons avec nos amis musulmans permettent d'envisager l'avenir avec quelque confiance.

Il reste un nombre imposant d'étudiants de la région. Chez eux se recrutent les maîtres d'internat. Une partie de ces étudiants ne joue qu'un rôle minime dans la vie universitaire ; en effet, très nombreux sont les étudiants de Sète, Béziers, Nîmes, d'autres villes encore, ne venant à la faculté que deux ou trois fois par semaine. Aussi l'élément originaire de Montpellier tient-il une place prééminente. Il est, pour une part, considérable, issu de la bourgeoisie de la ville, souvent liée au corps professoral. Les « dynasties universitaires » jouent ici plus qu'ailleurs elles encouragent la vie en cercles étroits. Dernière remarque qui a son importance pour l'étude sociologique de la ville : la vie ouvrière est totalement absente et le commerce subit les contrecoups de la crise viticole. C'est dans les milieux de petits et moyens propriétaires viticulteurs que se recrute une large fraction des étudiants. Leur situation matérielle est difficile en général. Enfin les départements pauvres et en régression économique comme le Gard, la Lozère, l'Aveyron et l'Ardèche, fournissent un contingent

¹ PCB : Physique, chimie, biologie. Le sigle PCB désignait alors un certificat universitaire préparatoire aux études de sciences et de médecine. [N de la R]

² Voir ci-dessus, la note relative à l'*Istiqlal*. [N de la R]

appréciable d'étudiants. Ces différents facteurs permettent de mieux comprendre certaines réactions.

Il faut aussi parler de la responsabilité personnelle de Jean-Marc Mousseron. Lui seul, par sa forte personnalité, et notamment grâce à ses talents oratoires, a réussi à donner une telle ampleur à la contre-manifestation puis au mouvement d'opinion, qu'elle a suscité. Chaque incident survenu ici depuis lors, s'est produit — coïncidence — alors que J.-M. Mousseron se trouvait à Montpellier. On a parlé de « réveil national » et à l'opposé, de « vague de racisme ». Les deux expressions sont erronées. Réveil nationaliste serait plus juste si l'on considère combien sont préjudiciables, outre-mer, à la cause française des sursauts du genre de ceux que nous venons de connaître. Une affiche récente, signée, « les étudiants français » et traduisant, la volonté des métropolitains de mettre fin à l'escroquerie à la signature dont on nous donnait le spectacle depuis un mois faisait remarquer que « les tracts signés « les étudiants français » n'ont eu pour résultat que de creuser plus profondément le fossé entre étudiants métropolitains et d'outre-mer. » Les étudiants affirmaient « leur volonté de construire une union de peuples associés, basée sur la pleine égalité des droits et des devoirs de chaque participant ; c'est là la véritable union française. » Ils laissent « l'exagération à ceux-là même qui se proclament seuls représentants des « vrais Français » et crient bien fort pour le faire croire. » Ces étudiants ne sont « ni des extrémistes ni des « intellectuels ou pleurnicheurs masochistes », mais patriotes clairvoyants. Il est bon de le savoir. Il est juste de le dire. »

À l'opposé, parler d'une vague de racisme ou de poussée fasciste, est une généralisation hâtive. De nombreux étudiants ont été « utilisés », qui n'avaient aucune formation politique. Ne manquent pas aujourd'hui ceux qui se rendent compte après ont, été abusés ¹ et, même si les événements extérieurs, en Algérie, durcissent les positions prises, je ne pense pas qu'on puisse revoir ici des scènes identiques à celles des 20 et 21 janvier. Ou bien le contrôle de telles manifestations aurait échappé aux responsables étudiants.

Les chrétiens ne sont pas restés à l'écart de cette agitation. Catholiques ou protestants sont sérieusement divisés aujourd'hui. Déclarer — comme c'est notre devoir — que la mission d'un groupe catholique n'admet pas qu'il prenne une option au plan politique, mais qu'il est de son devoir de rappeler à tous l'esprit et les exigences de l'évangile tels qu'ils nous sont présentés par la hiérarchie et en accord avec elle c'est à bref délai aboutir à être accusé de prendre parti politiquement. On y oppose des « raisons d'opportunité ». Mais plus grave est le désarroi de ceux qui écrivent : « Les étudiants catholiques doivent se garder de toute prise de position qui porterait atteinte à leurs convictions catholiques et à l'honneur français. Plus que jamais une réflexion s'impose dans les groupes sur les exigences de notre appartenance au Christ et à une patrie temporelle dont nous voulons rester les fils. » Le débat est difficile. Beaucoup de consciences de jeunes Français, et Français d'Afrique du Nord, s'efforcent vainement, dans le silence, de le résoudre.

Un chrétien qui agit en franc-tireur perd toute sa valeur de chrétien, car c'est notre lien avec la communauté qui donne force à notre témoignage. Aussi, je crois qu'il était urgent de rompre la vaste conspiration du silence dont trop de catholiques sont souvent responsables. Il fallait que nos groupes maintiennent le contact avec les étudiants d'outre-mer, dont plus de quatre cents sont catholiques, à Montpellier : Africains, Antillais, Malgaches, Vietnamiens, Hindous. Une journée de rencontre entre étudiants chrétiens et marocains a pu avoir lieu le 17 février, une exposition inaugurée, des carrefours organisés sur les problèmes religieux. La JEC néanmoins n'a pu, devant la menace d'une contre-manifestation, organiser une rencontre de ce genre avec les étudiants algériens.

¹ Phrasé bizarre pour « qu'ils furent abusés ». [N de la R]

La morale coloniale de l'Église se forge peu à peu. Nous en trouvons les éléments dans les encycliques des papes dès avant le XVI^e siècle, dans les déclarations de l'épiscopat d'outre-mer et de la métropole. Il ne fait aucun doute que nous avons à la faire connaître de même que dans le domaine de la justice, il est de notre droit de parler, et de parler sans ambiguïté. Ce que nous pouvons dire ne s'oppose pas à notre devoir national. Mgr. Chappoulie¹ le déclarait : « Si nous disions ces choses avec plus de précision que je ne puis et que je ne veux les dire dans une cathédrale nous rendrions service à notre patrie. »

Gérard CHOLVY

Président du Centre catholique universitaire de Montpellier

* * *

MAI 1968 À PRADES (PYRÉNÉES-ORIENTALES)²

La première chose qui me vient à l'esprit, c'est que j'étais élève de seconde au lycée Charles-Renouvier de Prades. Entrée à l'internat (tout neuf) en septembre 1967 en uniforme obligatoire (ensemble bleu marine, tablier rose et tablier bleu en alternance hebdomadaire), relativement coûteux que mes parents avaient dû acheter avec un trousseau complet marqué à mes nom et prénom. Une discipline stricte et des cours de récréation séparées pour les garçons et les filles constituaient pour moi une différence incompréhensible avec mon vécu de collégienne à Ille-sur-têt. La mixité n'existait que pendant les heures de cours. À l'internat, notre quotidien se déclinait ainsi : se ranger par deux au coup de sifflet, promenade obligatoire le jeudi après-midi (garçons et filles séparés), mutisme imposé en étude le soir, dortoir silencieux dès l'extinction des feux, relation de domination des adultes envers les jeunes ... Quelques mois après, tous ces verrous allaient sauter.

Les meilleurs souvenirs commencent dès mars 68. En arrivant au lycée, un matin, nous nous apercevons que les internes garçons ne descendent pas dans la cour d'externat pour se rendre en cours. Nous parvenons à savoir qu'ils sont en grève de la faim, du fait d'avoir manqué, la veille, de « rab » de raviolis. La solidarité des internes filles est immédiate. Nous les rejoignons et refusons de nous rendre en cours. Une grève sur le tas, qui exprimait un ras-le-bol général, une révolte spontanée que personne ne pouvait contenir. L'administration a bien essayé, utilisant la menace auprès des élèves (renvoi), la pression auprès des parents (coups de fil nocturnes aux Cerdans pour qu'ils viennent chercher leur progéniture), rien n'a pu retenir cette vague naissante qui allait bouleverser le pays deux mois après.

Il faut comprendre à quel point la relation d'autorité absolue subie à l'internat comme à l'externat devenait insupportable. Trop, c'est trop, pourrait-on dire ! Le désir d'émancipation, la volonté de participer aux débats et aux prises de décision, l'opposition à la guerre du Vietnam, la libération des mœurs, le refus de la censure ne pouvaient s'exprimer ni dans le milieu familial, ni dans le milieu scolaire.

¹ Henri Alexandre Chappoulie (1901-1959). Ordonné prêtre en 1931, il fut évêque d'Angers (Maine-et-Loire) de 1901 à sa mort accidentelle en 1959. Défenseur des prêtres ouvriers, de l'Action catholique ouvrière, il fut un prélat socialement engagé, par ailleurs partisan de la décolonisation (voir en particulier : Dominique-Marie Douzet & Frédéric Le Moigne, *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 2010, 840 p.). La référence que fait Cholvy à ce prélat montre qu'il faisait alors partie de l'aile « progressiste » de l'Église catholique. [N. de la R.]

² Monique Piéri Guerrero, âgée de seize ans en 1968, était élève de seconde au lycée de Prades en 1967-68. Son témoignage complète celui de Jean Sagnes dont elle fut une élève, publié dans le n° 32 du *Midi Rouge*. Ce texte a été rédigé le 17 mai 2018 [NdR].

La plupart des jeunes que nous étions ne parvenaient pas à partager leurs préoccupations en famille. Souvent issus d'un milieu modeste, nous avions conscience de pouvoir suivre des études que nos parents eux-mêmes n'avaient pas pu faire, non par manque de capacité mais par nécessité d'intégrer rapidement le monde du travail. Au-delà du conflit de génération ordinaire, nous avions le sentiment d'être mal compris par eux. Empreints à la fois de respect et de reconnaissance à leur égard, nous étions prisonniers d'une sorte de carcan.

Quant au milieu scolaire, la stricte obéissance aux règles se déclinait ainsi : interdiction du port du pantalon pour les filles, obligation d'avoir les cheveux attachés, bijoux et maquillage proscrits, longueur de cheveux réglementaire pour les garçons, silence dans les rangs et défense de contester l'autorité. Matin et après-midi, à chaque reprise des cours, la surveillante générale d'externat, plantée au pied de l'escalier, vérifiait si chaque élève se conformait aux consignes établies. D'une voix assurée et d'un geste autoritaire, elle interpellait le ou la contrevenant(e) : « mademoiselle B ou monsieur A veuillez ôter ce vernis à ongles pour demain ou revenir tel jour avec les cheveux courts ! » Néanmoins, pendant les heures de cours, nous constations des disparités entre professeurs : certains en appelaient à notre capacité de réflexion, stimulaient notre esprit critique quand d'autres se contentaient de faire un cours magistral.

Au fil des jours, les revendications prennent forme : demande d'élection de délégués d'internat et de délégués de classe, contestation des règles trop rigides, refus des exclusions, contestation du refus d'accorder le redoublement aux élèves ayant échoué au bac (les effectifs des établissements sont pléthoriques).

Dans cette période, le contexte national et international prend de l'importance : la censure en vigueur à la radio et à la télévision (chansons de Jean Ferrat par exemple), la guerre du Vietnam qui fait rage, la famine au Biafra, la longévité et la rigidité de la présidence de De Gaulle, les grèves étudiantes et les mouvements sociaux ... c'est un ensemble qui a généré et accéléré la prise de conscience d'une part et la décision de se mettre en mouvement d'autre part.

Au mois de mai, quand la grève générale a été déclarée au niveau national, le proviseur a fermé le lycée Charles-Renouvier. De nombreux lycéens profitaient de l'occasion pour prendre des vacances et rejoindre famille et amis. Seule une poignée de jeunes défendait l'idée qu'il fallait rester dans l'enceinte du lycée pour en organiser l'occupation, débattre des revendications et les rendre publiques. C'est ce que nous avons fait, en coordination avec les personnels de service et quelques professeurs. Nous avons formé un CAL (Comité d'action lycéen) et peaufiné nos requêtes. Mais « l'illégalité » de l'occupation est vite venue nous rattraper et, ne pouvant pas dormir sur place, nous faisions les trajets entre Ille-sur-Têt et Prades pour ce qui me concerne, chaque jour. Le seul moyen de se déplacer était de faire du stop, ce qui n'était pas évident car le carburant est vite venu à manquer en raison de blocage complet du pays par la grève générale. Au fil des jours, les voitures se faisaient rares. Notre appréhension à monter dans certaines voitures ne parvenait pas à freiner nos élans juvéniles. Nous étions deux ou trois filles par voiture et cela suffisait à nous rassurer un peu. Nos parents tremblaient sans pour autant parvenir à nous retenir. Ce n'est qu'une fois adulte et mère à mon tour que j'ai pu mesurer leurs inquiétudes et les risques que nous avons pris.

Ma famille, malgré son engagement politique, m'apparaissait désarmée face à la détermination qui m'animait. L'adolescence, c'est l'âge où l'on prend de la distance par rapport aux parents, c'est l'âge où le cercle d'amis revêt une importance capitale. Et, dans notre cas, cet effet s'est vu

démultiplié parce que nous avons un combat commun, une organisation commune, des réflexions et des rêves communs. Pour ma part, l'engagement pour une vie meilleure, un avenir meilleur pour notre descendance perdure et mes amitiés de 68 m'accompagnent toujours.

Monique PIÉRI GUERRERO

NOTES DE LECTURE

Dossier sur le livre d'Olivier BERTRAND, *Les Imprudents*, Paris, Le Seuil, 2019, 334 p. [sur le maquis Bir Hakeim (du Languedoc), Armée secrète]

Cet ouvrage, annoncé depuis 2018, pose aux historiens beaucoup de problèmes. Son auteur, un journaliste, s'écarte des normes méthodologiques qu'ils ont coutume de mettre en œuvre. Une partie de sa famille est originaire de Labastide-de-Virac sur le territoire de laquelle est implanté le hameau des Crottes, théâtre du massacre du 4 mars 1944. Quinze villageois furent tués. Mais on découvrit le corps d'un seizième homme, inconnu des populations locales. Il n'a pu être identifié et demeurait « l'inconnu » des Crottes. Olivier Bertrand a nourri le projet de donner un nom à cet inconnu. D'où, cette quête personnelle qu'il nous narre dans son récit et qu'il réussit à conclure de façon positive. Ce faisant, la vision qu'il donne du groupe armée engagé à la fin du mois de février et le début du mois de mars dans cette commune ardéchoise limitrophe du Gard pose de nombreux problèmes. Les appréciations qu'il porte sur le maquis Bir Hakeim (du Languedoc, car il y eut un maquis homonyme dans le Poitou) nous ont amené à publier plusieurs contributions critiques à propos d'un ouvrage susceptible de répandre, auprès d'un vaste public, une vision pour le moins biaisée de l'histoire de Bir Hakeim et des hommes qui, dans l'action, écrivirent son histoire.*

On trouvera successivement le compte-rendu, de cet ouvrage publié par le site Les Clionautes (<https://www.clionautes.org/>). Frédéric Stévenot, rédacteur, pour l'Aisne et les départements voisins du Maitron des fusillés et des exécutés qui collabore aussi aux Clionautes, nous a donné l'autorisation de le publier dans notre bulletin. Nous l'en remercions car il donne le point de vue d'un historien extérieur à notre région. Ce texte est complété par les contributions de deux collaborateurs habituels du Midi rouge, André Balent et Pierre Chevalier : à divers titres, ils font été amenés à se pencher sur l'histoire du maquis Bir Hakeim. Enfin, le point de vue d'historiens est complété par celui d'une association mémorielle, L'ANACR de la Lozère, donne également une contribution. Rappelons que la Lozère fut un département où Bir Hakeim fut très actif et où se situe La Parade, lieu de mémoire emblématique où périrent 34 combattants du maquis et où 27 autres, faits prisonniers, furent exécutés le lendemain à Badaroux*, également en Lozère.*

À PROPOS DU LIVRE D'OLIVIER BERTRAND SUR L'HISTOIRE DU MAQUIS BIR HAKEIM (AS) DU LANGUEDOC

Comme l'indique la présentation de l'éditeur, Olivier Bertrand est parti à la recherche d'un inconnu qui a été ajouté à la liste des quinze habitants du hameau des Crottes* (commune de Labastide-de-Virac, Ardèche), massacrés le 3 mars 1944 par des SS. On suit l'auteur dans sa réflexion, découvrant la façon dont travaille un journaliste, laquelle diffère sensiblement des méthodes de l'historien. Pour cela, Olivier Bertrand est parti des témoignages de personnes qu'il a pu rencontrer, qui ont pu être confrontées directement ou indirectement aux faits. Il ne néglige pas pour autant de s'informer auprès de descendants de protagonistes. En plus des paroles, il recueille ainsi quelques documents, ce qui l'amène à constituer un réseau d'indices qu'il cherche à confronter les uns aux autres pour découvrir l'identité de l'inconnu des Crottes.

Ce faisant, Olivier Bertrand reconstitue la formation du maquis Bir-Hakeim, affilié à l'Armée secrète et commandé par Jean Capel*. On en voit le développement et son parcours géographique, entre la Haute-Garonne, l'Hérault, le Gard et l'Ardèche, etc. Il nous apprend comment ses membres ont pu être recrutés, équipés, instruits. On voit également les coups de main audacieux (en même temps que la nonchalance) que le groupe a pu organiser, ce qui a pu lui valoir une renommée certaine mais qui explique aussi les déplacements qu'il a dû effectuer. On voit aussi le concours apporté par la population civile en même temps que les réticences, sans exclure la gendarmerie locale. L'auteur ne néglige pas les cas de délation, et leur répression par les groupes résistants, d'autant qu'on les trouve aussi au sein de Bir-Hakeim. Cela explique que le groupe ait pu être localisé avec précision, par les forces de l'ordre françaises, la Milice et les services allemands. On voit aussi comment les massacres de civils ont pu être commis par les troupes d'occupation.

De fil en aiguille, Olivier Bertrand parvient à découvrir des objets ayant été retrouvés sur le corps du résistant tué, notamment un mouchoir avec les initiales « J.P. ». On lui confie une photo, avec un surnom : « grand-père ». Il apprend que l'inconnu est lié à Nice, à la Normandie, qu'il pouvait être juif. Surtout, il a accès aux archives de la famille de Roquemaurel : Christian de Roquemaurel (alias « RM ») et Marcel de Roquemaurel furent parmi ceux qui s'adjoignirent les premiers à Jean Capel* pour fonder Bir-Hakeim.

À l'auteur ensuite de vérifier ces pistes, ce qui s'avère assez difficile. Le fin mot de l'histoire lui sera donné par les archives, là où un historien aurait commencé (à condition d'avoir des indices de base), notamment par les dossiers conservés par le service historique de la Défense. On s'étonne d'ailleurs qu'Olivier Bertrand ne se soit pas tourné plus tôt vers les notices biographiques rassemblées dans le « Maitron des fusillés » (*Dictionnaire biographique des fusillés, guillotins, exécutés, massacrés. 1940-1944*), rédigées par André Balent, et surtout qu'il n'en ait pas fait un usage plus important : une partie de ses interrogations auraient tout de suite pu être résolues. André Balent y avait pourtant déjà publié des fiches extrêmement bien renseignées sur les hommes et les lieux (la notice sur Labastide a été publiée en novembre 2016) dont il est question dans l'ouvrage, mais bien d'autres encore qui auraient pu permettre de rendre la complexité du maquis Bir-Hakeim, tant dans son organisation que dans ses actions. De cela, le livre n'a retenu qu'une partie, et notamment les faits les plus spectaculaires (l'attaque du dépôt de la police à Montpellier. Il est vrai que la quête de l'auteur concerne un personnage ; mais le maquis auquel il appartient aurait mérité qu'on en sache davantage. Rien ou presque n'est dit de la fin du groupe, après les épisodes du mas de Serret et des Crottes, et surtout après les combats de La Parade* (Lozère) au cours desquels Jean Capel* trouva la mort. À ce titre, le récent ouvrage de Joël Droglan, *Des maquis du Morvan au piège de la Gestapo. André Rondenay, agent de la France libre*, reste une référence dans sa capacité à restituer la complexité de groupes de résistance au travers d'un personnage. À la défense d'Olivier Bertrand, l'histoire du maquis Bir-Hakeim est d'une extraordinaire complexité et qu'il reste encore beaucoup à découvrir sur ce qu'elle a été. Raison de plus pour être prudent.

En dépit de quelques erreurs factuelles (le chef de la Milice curieusement nommé « Darland » au lieu de Darnand, p. 121, etc.) et faiblesses méthodologiques, on suit le cheminement de l'auteur vers la découverte de la vérité, au prix de fausses pistes et d'interprétations parfois rapides, ou de formules qui peuvent faire passer des hypothèses pour la réalité (dans la description des comportements, etc.). L'historien ne peut que tiquer. Le lecteur, en revanche, se laissera porter par le récit car l'ouvrage se lit très aisément, à la façon d'un roman policier, d'autant qu'il repose sur des faits historiques et fait écho à de nombreux massacres perpétrés sur l'ensemble du territoire, notamment en 1944. On sait gré à Olivier Bertrand d'avoir placé son travail dans une perspective plus générale. Si rien n'est dit des relations entre Londres et Bir-Hakeim (ce qui laisse supposer que le maquis agit en parfaite indépendance, y compris à l'égard des autres groupements), l'auteur relie son récit

par exemple aux décisions allemandes, notamment ce qu'il appelle « l'ordonnance Sperrle-Herlass » publiée le 3 février 1944. Il s'agit en réalité d'un décret du commandant en chef à l'Ouest, signé par le général Sperrle, le 3 février, qui fut complété par une autre décision prise après le débarquement en Normandie, le 8 juin¹. Ce dernier décret visait spécifiquement le sud de la France et incitait très explicitement à y exercer une répression d'une « dureté impitoyable ». L'effort de guerre se portait donc indistinctement contre les populations civiles aussi bien que contre la Résistance, avec les conséquences que l'on sait : des peines collectives pour lutter contre les bandes terroristes (auxquelles on dénie le caractère militaire) ; fusiller les résistants au moment de leur capture ; aucune sanction envers des soldats allemands, même en cas d'exactions contre des civils. La porte était donc ouverte aux atrocités qui, ainsi légitimées, n'ont pas manqué de se développer. Olivier Bertrand confirme les méthodes utilisées : encerclement des villages ou hameau suspectés ; exécutions sommaires ; pillages ; incendies. Le scénario qui s'est concentré sur le seul nom d'Ora-dour-sur-Glane, s'est donc répété maintes fois avant le drame du 10 juin 1944.

Frédéric STÉVENOT

* * *

NOTE SUR LE LIVRE D'OLIVIER BERTRAND

Le livre d'Olivier Bertrand qui aborde l'histoire du maquis Bir Hakeim (du Languedoc) est d'un genre pour le moins ambigu.

D'une part, il se veut le récit d'une quête personnelle s'apparentant à une enquête policière agrémentée du récit de ses pérégrinations motocyclistes entre Toulouse et la vallée du Rhône. L'auteur, journaliste à *Libération*, a des grands-parents originaires de Labastide-de-Virac, commune ardéchoise à la limite du Gard, théâtre d'un drame, le massacre du hameau des Crottes*, le 3 mars 1944. Quinze civils, tous habitants de ce hameau, coupables d'avoir hébergé le maquis (AS) Bir Hakeim, furent fusillés sommairement par les soldats de la division SS Hohenstaufen. Le cadavre d'un seizième homme inconnu fut retrouvé. Il s'agissait, selon toute vraisemblance d'un homme du maquis Bir Hakeim. Olivier Bertrand s'était donné comme objectif de redonner un nom à ce seizième homme. Tel était le propos principal de son livre. De ce point de vue il a réussi son pari. Tout aurait été pour le mieux s'il s'en était tenu là.

Par ailleurs, il prétend faire œuvre d'historien, en éclairant de façon novatrice la complexe histoire d'un maquis pour le moins atypique dont la stratégie a été critiquée dès 1944 à la fois par les autres maquis de l'AS des Cévennes et les FTPF. C'est, d'évidence, un problème historique qui mérite d'être débattu. Toutefois, Olivier Bertrand brouille les pistes davantage qu'il ne les défriche. Pour un ouvrage de grande diffusion, bénéficiant d'une bonne couverture médiatique, c'est grave. Il ignore superbement les travaux des historiens qui se sont intéressés au maquis Bir Hakeim du Languedoc. Ainsi, il traite bien cavalièrement le livre de René Maruejol et Aimé Vielzeuf*, première histoire de Bir Hakeim publiée en 1947. Ce ouvrage, écrit après une enquête méticuleuse auprès des témoins, est un vrai livre d'histoire et non « un récit héroïque où les pertes des héros sont minimisées, celles infligées à l'ennemi amplifiées » (p. 29). Certes, on peut détecter des erreurs de détail — comme le fait Olivier Bertrand à propos de son « seizième homme », dont les antécédents, en 1947, étaient alors bien mystérieux — mais, à la lumière des sources nouvelles qui se sont révélées depuis, il faut constater que les auteurs, scrupuleux, n'ont pas raconté n'importe quoi. D'ailleurs Vielzeuf*, résistant cévenol engagé dans les rangs des FTPF devenu correspondant du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale pour le Gard, a largement complété ses travaux initiaux sur Bir Hakeim. Que Bertrand n'a-t-il lu la notice que Raymond Huard a consacré

¹ François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, éd. Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006, p. 780

à Vielzeuf* dans le *Maitron* ! Son livre sur Bir Hakeim est bien plus fiable que la plupart des récits épiques, souvent farcis d'erreurs, écrits peu après la Libération, dont Olivier Bertrand critique à juste titre le manque de rigueur. Plus fiable, aussi, que ses propres considérations concernant Bir Hakeim et ses hommes, à commencer par son chef, Jean Capel*, à qui, malgré tout, il convient de reconnaître quelques qualités éminentes. Olivier Bertrand ignore aussi les travaux pionniers de Gérard Bouladou, professeur d'Histoire au lycée Joffre de Montpellier et correspondant du Comité pour l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale dans l'Hérault, à commencer par sa thèse doctorale sur les maquis du sud du Massif Central. Il aurait aussi pu tirer profit de la lecture du livre documenté et argumenté de l'universitaire britannique Harry Roderick Kedward (*À la recherche du maquis, la Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Paris, Éditions du Cerf, 1999) ou de synthèses publiées récemment, comme celle de Fabrice Sugier et Monique Vézillier à propos du Gard (2017), à la fin du chapitre 12, p. 314, cité, à la sauvette, comme références d'on ne sait quels faits précis. En effet, ses sources, au demeurant fort lacunaires, sont distribuées au petit bonheur, chapitre après chapitre, sans logique évidente. Il se garde bien, aussi, de mentionner le livre d'Éveline et Yvan Brès sur les antifascistes allemands des Cévennes (1987) à qui il emprunte indirectement, sans le dire, le récit de Max Dankner publié à Berlin Est en 1973. S'il rend un hommage soutenu au *Maitron* — il met certes en avant nos amis Delphine Leneveu et Claude Penneret mais il ignore délibérément les rédacteurs « locaux » de ce travail collectif —, c'est qu'il a puisé, de façon sélective et sans les citer (à l'exception, une seule fois, de celle de Jean Capel*), dans les notices de ce dictionnaire. Ignorant le travail effectué par plusieurs générations d'historiens, M. Bertrand ne donne pas la preuve qu'il a su utiliser les documents dont il dit qu'il les a tous consultés dans différents dépôts d'archives départementales et qui sont déjà connus de la plupart des historiens. Olivier Bertrand excelle lorsqu'il nous raconte ses chevauchées de *biker* émérite sur les routes estivales du Languedoc. Mais son récit, certes talentueux, est tout ce qu'on voudra, sauf l'analyse rigoureuse et argumentée d'un historien. On ose espérer que ses enquêtes de journaliste traitant de l'actualité font preuve de davantage de rigueur ... Il est inquiétant que ses confrères du *Monde* (compte-rendu élogieux de Frank Johannès dans *Le Monde des livres* du 4 avril 2019), du *Canard enchaîné* (« Illustre inconnu », titre de la « critique » de Sorj Chalandon dans le n° du 27 mars 2019 ou encore de *Libération* (« Meurtres nazis en Ardèche : enquête sur un corps sans nom », papier de Frédérique Roussel dans l'édition du 20 juin 2019) fassent de la publicité pour ce livre. Confraternité mal placée entre journalistes de titres pourtant concurrents, du moins en ce qui concerne les quotidiens ?

Son « travail » a cependant deux mérites. Il a eu la chance de localiser, puis d'exploiter les notes personnelles de l'un des acteurs majeurs du maquis Bir Hakeim, Christian de Roquemaurel. Il a pu ainsi apporter quelques connaissances nouvelles qui éclairent certains épisodes de l'histoire du maquis. Enfin, l'objet principal de son récit, la recherche de l'identité du seizième homme a été couronnée de succès.

Pierre Bonnaud (rédacteur du *Maitron* et originaire de Vallon-Pont d'Arc, commune limitrophe de celle de Labastide-de-Virac à laquelle est rattachée le hameau des Crottes) a rédigé une critique nuancée dans *Envol*, bulletin mensuel de la Fédération des œuvres laïques de l'Ardèche, n° 693 de juillet-août 2019 (à paraître). La recension qu'il a faite du livre de Bertrand, a permis de signaler de « *petites erreurs et oublis qui risquent de hérissier la mémoire des derniers résistants vivants en Ardèche* ». Il précise : « *D'autres témoins, concernés par les faits, à portée de main de l'auteur, sont ignorés : nous songeons aux proches et descendants de certains maquisards du Bir-Hakeim résidant toujours dans la région et à ceux du gendarme blessé gravement par les Allemands alors qu'il se rendait sur les lieux du drame* ».

Nous ne rouvrirons pas ici le débat sur les questions que continue de poser l'action du maquis Bir Hakeim dans le vaste territoire où il a développé son action, de Toulouse à la vallée du Rhône, avec, même, une incursion dans le Béarn. Après avoir évoqué le flagrant manque de rigueur

concernant la recension de ses sources, nous illustrerons par quelques exemples ses errances méthodologiques qui conduisent Olivier Bertrand à donner une vision biaisée de la complexe histoire de ce maquis.

Après le combat du mas de Serret et le massacre des Crottes qui l'intéressaient au premier chef, l'auteur, bâcle, c'est le moins que l'on puisse dire, son récit de l'histoire du maquis. S'il évoque l'embuscade du 7 avril 1944 à Saint-Étienne Vallée Française, il ignore délibérément le combat du 12 avril où le maquis Bir Hakeim, renforcé par la « Brigade Montaigne » et l'essentiel du maquis-école de la Picharlarié a tenu tête à l'assaut de la 9^e division SS *Hohenstaufen* basée à Nîmes (pp. 278-279). S'il parle aussi du combat de La Parade, sur le causse Méjean, en Lozère et du massacre qui suivit au cours duquel périt Jean Capel* (28 mai 1944), c'est pour évoquer en quelques lignes la suite de la trajectoire du maquis Bir Hakeim. (p. 290). Peu de choses sur Paul Demarne* et moins encore sur François Rouan¹, alias Montaigne qui succédèrent à Jean Capel à la tête de Bir Hakeim. Quelques approximations, aussi, lorsqu'il surévalue le rôle des agents britanniques (Craft et Fowler*) parachutés le 17 août afin d'établir la liaison avec Bir Hakeim, quelques jours avant la libération de Montpellier (24 août 1944). Bertrand se permet, sans se référer à une source orale ou écrite, ni même à une rumeur, de suggérer que le maquis Bir Hakeim aurait pu se livrer au marché noir d'une partie du carburant pour véhicules automobiles qu'il avait réussi à se procurer lors de divers coups de main (p. 281). Mais un de ses objectifs, en écrivant ce livre, n'était-il pas, aussi, de déconsidérer un chef de maquis irresponsable, affilié, de surcroît, au Parti communiste ?

On comprend mal, alors qu'il présente une vision partielle et tronquée du maquis, pourquoi, il consacre tant de pages (221-229) aux dix-sept pendus de Nîmes (2 mars 1944) dont deux, seulement, appartenaient au maquis Bir Hakeim (Fortuné Donati et René Lévêque). Peut-être afin d'insérer le massacre des Crottes dans l'équipée sanglante de la division SS *Hohenstaufen* dans le Gard, en suggérant que son objectif principal était le maquis Bir Hakeim, alors que la stratégie allemande visait à l'éradication de tous les maquis indépendamment de leur affiliation et de leurs visées stratégiques ? Ils avaient en ligne de mire la possibilité pour les Alliés d'ouvrir un second front en débarquant sur les côtes méditerranéennes, peut-être en Languedoc.

Une dernière remarque concernera le titre du livre, *Les imprudents*. Pour l'auteur, c'est le résumé du procès qu'il fait à Capel et à ses hommes dépeints parfois comme de vulgaires « braqueurs ». Mais il est, selon nous, fort peu judicieux. En effet, en 1943, puis dans les premiers mois de 1944, la prudence élémentaire n'aurait-elle pas été de rester tranquille, chez soi, en ignorant les enjeux décisifs d'un conflit sur l'issue duquel on pouvait contribuer à peser, par des engagements concrets — et éminemment périlleux ?

André BALENT

* * *

LE DÉSINVOLTE

L'ouvrage d'Olivier Bertrand, au demeurant bien écrit, nourri d'archives parfois neuves, malheureusement peu confrontées entre elles, m'inspire pourtant l'impression d'une certaine désinvolture.

En complément des remarques faites dans l'article d'André Balent [ci-dessus], que je partage et sur lesquelles je ne reviendrai pas, mon sentiment s'appuie sur deux points principaux :

Le premier concerne la volonté de citer les sources en fin d'ouvrage sans qu'il soit possible de les relier précisément à la partie du développement à laquelle elles renvoient. Ceci a pour effet de

¹ Voir, en attendant sa notice dans le *Maitron*, l'article de Pierre Chevalier : « L'unique chose qui m'importe, disait-il à ses fils, c'est ce que tu fais, pas ce que tu dis. François Rouan (Foix, 1914, Montpellier 1992) », *Le Midi Rouge*, 30, 2017, pp. 9-25.

rendre difficile la distinction entre le témoignage et l'archive. Or, les témoignages, d'autant plus quand ils sont tardifs, sont comme nos mémoires dont il est écrit page 12 qu'elles se construisent sur du sable. Ainsi, de façon anecdotique, le propre père de l'auteur n'est plus certain d'avoir réellement vu des coquelicots sur les lieux où les corps s'étaient affaissés.

Ainsi, le propos manque, pour moi, d'étayage avéré, ce qui entraîne le jugement désinvolte, page 145, où on lit de François Rouan qu'il « *est un homme mystérieux, dont on ne connaît pas trop le passé* » (souligné par moi). *Il s'est battu un peu partout dans le monde pour les causes républicaines, se fait appeler « Montaigne », nom également de sa brigade constituée d'antifascistes allemands, tchèques, croates, espagnols plus quelques réfractaires français ».*

Voilà comment on taille un costume d'individu douteux à un Résistant dont le parcours a été clairement identifié par le professeur H. R. Kedward, dans *À la recherche du maquis*. Il est tout aussi clairement présenté dans le CD Rom de l'AERI sur la Lozère (cité en références page 322).

D'autre part, le Service historique de la Défense possède deux dossiers sur F. Rouan (comme officier de l'armée et comme résistant).

Évelyne et Yvan Brès ont remarquablement montré le travail allemand au travers entre autres de la Brigade Montaigne. Il aurait été intéressant de s'appuyer sur cet ouvrage (*Un maquis d'Antifascistes allemands en France, 1942-1944*, Presses du Languedoc et Max Challaye éd.) et sur un ouvrage allemand (cité en référence page 322) intitulé *Résistance, Erinnerung deutscher Antifaschismus* de 1973 et son incomplète traduction dans *Taupes rouges contre SS, présenté par Gilles Perrault, Messidor, 1986*. Il manque en particulier le témoignage de Paul Hartmann sur Rouan et son pseudonyme de Montaigne. Olivier Bertrand ne tire de ce témoignage sur le massacre de la Parade que 5 lignes sur 15 pages.

Enfin, publié en décembre 2017, mon article sur François Rouan dans le *Midi Rouge*, numéro 30, aurait pu clarifier les combats menés par Rouan, tout au long de sa vie.

Pour information, Victor est Miguel Arcas, officier de Cavalerie dans l'armée républicaine espagnole, proche de François Rouan. Ils se sont connus en Espagne à la caserne Lénine ou Bakounine (selon la porte).

Le deuxième point à l'appui de mon insatisfaction concerne l'impression générale que laisse la lecture de l'ouvrage et dont le titre témoigne : *Les Imprudents*.

Jacques Bounin, un des 17 commissaires de la République chargés de nommer les préfets et sous-préfets dans la région de Montpellier en 1944, parle lui-même des imprudences qu'il fit durant la Résistance. Il considère comme son devoir de dire l'impréparation et les hésitations organisationnelles. C'est certainement beaucoup plus facile aujourd'hui de donner de bonnes ou mauvaises notes à ceux qui sur le terrain agissaient et construisaient la future France libérée.

Dans les pages 94 à 112, de l'ouvrage *Le maquis de Bir Hakeim*, édition Famot, 1974 (cité par Olivier Bertrand en références), Aimé Vielzeuf et René Maruéjols donnent un avis, pour le moins autorisé en tant que résistants eux-mêmes. S'ils s'accordent à dire à propos de Capel et de De Roquemaurel qu'ils firent des choix stratégiques discutables à leurs yeux, ils se gardent bien de jeter le bébé avec l'eau du bain et d'invalidier pour une soi-disant « imprudence » leur combat.

Le thème prévu aurait plutôt justifié un titre de type *Le seizième homme* ou *L'inconnu du 3 mars 1944*.

Pierre CHEVALIER

* * *

L'ANACR (LOZÈRE) ANALYSE LE LIVRE D'OLIVIER BERTRAND¹

Bonjour,

Ci-joint le point de vue de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance sur le livre d'Olivier Bertrand « Les Imprudents » qui a bénéficié d'une certaine publicité sur notre département.

Nous souhaiterions sa publication comme une sorte de « droit de réponse » car le point de vue de l'auteur de cet ouvrage donne une lecture de l'histoire du maquis Bir-Hakeim qui n'est pas la nôtre.

Nous vous demandons à ce que ce texte soit publié dans son intégralité sous peine de nuire à la cohérence de notre argumentaire.

Bien entendu, je suis prête à vous rencontrer pour tout complément d'informations.

En vous remerciant par avance,

Dany ROUVEYRE

Présidente de l'ANACR 48

À propos du livre d'Olivier Bertrand *Les Imprudents*, le point de vue de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance de Lozère (ANACR 48) :

Le livre porte sur une enquête : la recherche, par l'auteur, du nom d'un inconnu inhumé avec les habitants du hameau des Crottes, en Ardèche, massacrés par les Allemands, au printemps 1944, pour avoir hébergé des Résistants du maquis « Bir Hakeim ». Cette recherche permet à l'auteur de retracer le parcours de ce maquis de Toulouse à La Parade. La ligne historiographique reprise par l'auteur n'a rien de très novateur. Elle s'inscrit dans celle, ouverte très tôt après-guerre (dès 1951 par Robert Poujol par exemple), construite sur l'opposition de culture entre une partie de la Résistance lozérienne, en particulier cévenole (attentiste et préférant les maquis-écoles en attente du jour J) et les « Biraquins » (plutôt acteurs de l'action immédiate) et dont Henri Cordesse, chef de la Résistance lozérienne, préfet de la Libération et ancien président de notre association départementale, a parlé sans en faire mystère.

La légitimité de l'auteur à porter une forme d'avis sur la stratégie des Biraquins pour en faire le titre de son ouvrage, *Les imprudents*, reste cependant très limitée. N'oublions pas que ces combattants ont perdu la vie pour nous donner le droit de critiquer leurs choix. L'ouvrage pose pour l'ANACR Lozère les problèmes suivants :

1. L'ambiguïté du titre et de certains contenus : Oui, par définition, les Résistants étaient imprudents. Résister c'était, de facto, entrer dans l'illégalité avec tous les risques induits pour la vie quotidienne, familiale, professionnelle, sociétale. Du plus haut responsable national au plus petit informateur provincial du NAP², ils prenaient tous un risque. Oui, ils étaient imprudents tous

¹ Ce texte que nous publions dans le présent numéro du *Midi Rouge* n'a pas retenu l'attention de la « presse locale » (*Midi Libre* en particulier). Cette contribution nous paraît essentielle car elle analyse les prémices idéologiques des propos d'Olivier Bertrand. Celles-ci éclairent son absence totale de rigueur méthodologique lorsqu'il mêle une enquête personnelle qui permet de faire connaître deux aspects peu connus de l'histoire du maquis Bir Hakeim et l'exposé de son point de vue sur la nature de l'action de cette formation résistante dans sa lutte contre les forces allemandes et collaborationnistes. Nous publions aussi la note que la présidente de l'ANACR de la Lozère, Dany Rouveyre, a envoyé aux rédactions lorsqu'elle a sollicité l'insertion de ce texte (N. de la R.)

² Noyautage des administrations publiques.

ces jeunes gens qui se sont engagés dans une aventure à l'issue incertaine. Ceux qui se sont embarqués sur des rafiots de fortune pour rejoindre un petit général rebelle au nouvel ordre établi ; ceux qui, sur le territoire occupé, ont pris tous les risques pour combattre les Allemands, les collaborateurs et la Milice française. La prudence aurait voulu qu'ils restassent gentiment chez eux en attendant que les alliés fassent le boulot. « Imprudents » peut aussi, et cela est plus grave, signifier que les résistants sont responsables de la mort des martyrs des Crottes. Pour un public non informé, entraîné par les médias à fonctionner à l'émotion, c'est ce que l'on peut retenir de la lecture. On oublie que nous sommes en 1944, les Alliés et la Résistance (FFI et FFL) sont engagés dans une lutte sans merci contre une idéologie mortifère qui fera soixante millions de morts dont beaucoup relèvent du crime de guerre et du crime contre l'humanité...

Certaines idées développées par l'auteur, sans exemples concrets, laissent penser que ce maquis aurait pu être touché par certaines dérives d'alors : porosité avec le marché noir et des trafiquants (p. 280-281), « *relations douteuses de Barot avec un membre de la Gestapo d'Alès, un souteneur que Capel fréquentait effectivement* » (p. 279) avec annotation en bas de page expliquant que l'homme en question a été arrêté par la Gestapo en mai 1944, torturé puis jeté dans un puits de mine. Tout ceci dans une page où l'on peut lire cette phrase produite par l'auteur : « *le jeune maquis menait sa propre guerre, avec courage. Mais le sort des autres, autour, ne comptait pas* ». Bien que la recherche historique nous invite à ne pas faire preuve d'angélisme, cet ensemble laisse une impression quelque peu nauséabonde quand on fait le lien avec les mots « *casse* », « *braquage* » utilisés en amont dans le livre (reprise d'une vieille antienne développée par des auteurs peu favorables à la Résistance pour soit disant dénoncer le luxe et la grande vie menée par les maquisards à une époque où tous les « bons Français » vivaient très chichement). Le chapitre 31 est intitulé « *Fin de cavale* ». Cette expression est, a minima, maladroite car faisant référence, selon la définition du Larousse, à la fin d'une évasion ou d'un état de fuite de quelqu'un recherché par la police et sonnait comme la fin de l'aventure d'un bandit ou d'un terroriste. Un passage en page 285, nous fait pencher pour un choix de l'auteur qui, en l'état de la recherche historique sur le sujet, n'est pas acceptable pour nous : « *Si l'information [de l'intervention allemande] était parvenue jusqu'à La Borie, le maquis aurait pu s'enfuir une nouvelle fois. La famille Gély et les autres habitants auraient pu être massacrés comme avant eux les habitants des « Crottes »*. Autrement dit, le Préfet Dutruch en dénonçant le maquis a sauvé les habitants de La Parade ! Pire, la phrase suivante (toujours page 285) : « *Et personne, malgré le noyautage efficace des services publics en Lozère, ne prévient le maquis Bir-Hakeim* ». Traduction : la Résistance lozérienne est complice du préfet. L'accusation à peine voilée est sans preuve mais fera sûrement mouche ... « Tous des salauds ! ».

Le chapitre 32, intitulé « *Le regain et le dégoût* » nous laisse également une drôle d'impression. Que des Résistants authentiques puissent éprouver, longtemps après la guerre, une sorte d'interrogation, de dégoût ou de douleur pour ce qu'ils ont parfois été obligés de faire dans une période d'exception, cela peut se comprendre et nous semble tout à leur honneur. C'est ce sentiment qui fait la différence entre le civilisé et le barbare. Il n'y a jamais eu de remords ni de repentance chez les vieux nazis rattrapés de justesse avant leur trépas, un peu partout dans le monde. Le problème c'est qu'on a l'impression que tout cela contribue à jeter un peu plus le doute voire le discrédit sur l'utilité de leur action et leurs motivations profondes... Dire, d'autre part, que le sacrifice de ces maquisards n'a servi à rien « *Qu'ont-ils donné à cette guerre, à part leur mort* » ? (p.290) est une insulte à leur mémoire et une erreur historique. Les alliés eux-mêmes ont reconnu que la Résistance intérieure leur avait facilité la tâche. Si le général Eisenhower estimait l'apport des FFI à quinze divisions, des « historiens français », sans doute bien intentionnés, estiment que cet apport est négligeable. C'est dans cette mouvance que s'inscrit le point de vue d'Olivier Bertrand. Il oublie aussi que, sur le plan politique, l'union des mouvements réalisée par Jean Moulin, a donné au général de Gaulle une légitimité qui évitera au pays une administration

anglo-américaine, ou pire, une guerre civile. Ce qui nous blesse dans cette histoire d'« imprudents » c'est que lorsque nous examinons la liste des martyrs de La Parade et de Badaroux, nous y lisons le nom de républicains espagnols, d'antifascistes allemands, de jeunes Français, qui se battaient « à mort » et sans état d'âme contre la tyrannie nazie. Certains avaient échappé à Franco, d'autres aux camps de concentration, on peut comprendre leur engagement violent, leur jusqu'au-boutisme assumé. Qu'il y ait eu parmi eux de jeunes têtes-brûlées qui cherchaient la bagarre pour elle-même, c'est sans doute vrai mais ne remet pas en cause la justesse du combat. Il est toujours facile, protégés par notre démocratie qu'ils ont contribué à rétablir, de laisser tomber des jugements, d'insinuer des hypothèses douteuses.

2 - La question des otages C'est un vrai problème qu'il faut toujours contextualiser. Les victimes de représailles entrent-elles dans la catégorie de ce que les militaires appellent pudiquement « dommages collatéraux ». Quand les Américains bombardent Marseille dans le cadre de l'opération « Enclume », pour détruire les infrastructures ferroviaires de la ville, il y aura 1752 morts civils, 2760 blessés et 20000 sans-abris. L'auteur cite lui-même cette opération sur Nîmes (près de 500 morts) en semblant l'accepter comme un fait de guerre dont il ne fera sans doute pas un livre. Cela s'inscrit pourtant dans la même logique. Cette question mérite pédagogie et objectivité. Dans cette tragique histoire, si l'auteur désigne clairement le criminel (les Allemands), il pointe aussi le « responsable » du crime (Bir-Hakeim). Les torts seraient, en quelque sorte, partagés... Ce n'est pas notre lecture de l'Histoire. Au fil de sa quête, Olivier Bertrand liste toutes les attitudes de nos concitoyens durant cette douloureuse période : du collabo militant au maquisard héroïque, de celui qui parle sous la torture à celui qui se tait, tout le monde est passé en revue. Pour ceux qui ont beaucoup lu sur l'occupation, il n'y a pas de réelles surprises. Concernant les Résistants de la dernière heure qui ont profité d'un vide institutionnel pour assouvir des vengeances ou de mauvais instincts, Henri Cordesse les a déjà fermement condamnés, il y a déjà longtemps. L'auteur avoue même qu'une partie de sa famille était pétainiste de culture mais non collaborationniste. L'ami(e) de la Résistance reste humble par rapport à ces classifications car il ne saura jamais dans quelle catégorie il se serait rangé. Pourquoi ce livre, plutôt bien écrit, qui nous raconte une quête intéressante entremêlée de souvenirs personnels, nous laisse un arrière-goût bizarre ? L'auteur paraît, au fil des mots, éprouver un sentiment de « fascination-répulsion » pour certains des acteurs de ce drame. Ce sentiment ne semble pas être traduit dans une analyse similaire pour l'engagement global du maquis dans la Résistance. Ce qui peut aboutir, pour certaines parties de cet ouvrage, à des postures très éloignées de l'objectivité historique nécessaire pour traiter ce type de sujet, 75 ans après les faits.

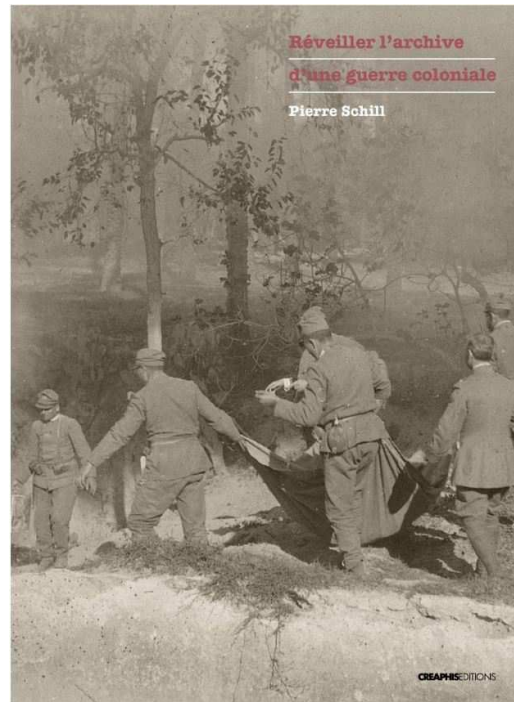
ANACR 48

* * *

*

Pierre SCHILL, *Réveiller l'archive d'une guerre coloniale*, Grane, Créaphis Éditions, 2018, 480 p., 35 €.

La page de couverture du livre est illustrée par une photo prise en 1911 pendant la guerre italo-turque en Tripolitaine. On voit des soldats italiens enterrant leurs camarades tués en novembre lors d'un affrontement, meurtrier pour les deux camps, dans l'oasis de Sciara Sciat proche de Tripoli.



Cette photo compte parmi les clichés que découvrit Pierre Schill à l'occasion d'une recherche qui portait sur un tout autre sujet que cette guerre. Cela arriva fortuitement, en 2008, alors que Pierre Schill faisait une recherche aux Archives de l'Hérault sur les mineurs de charbon de la fin du XIX^e siècle. En consultant le fonds d'un député radical d'extrême gauche élu à Lodève en 1893, Paul Vigné d'Octon*, il trouva une trentaine de photos prises en 1911 pendant la guerre de conquête menée par l'Italie en Tripolitaine. Aucun commentaire ne les accompagnait. La curiosité le poussa à enquêter. En premier lieu, il identifia l'auteur des clichés : Gaston Chéreau, écrivain et journaliste, chargé par le journal *Le Matin* d'effectuer un reportage photographique sur une guerre commencée le 29 septembre 1911. Chéreau était arrivé à Tripoli le 26 novembre avec l'agrément italien, ce qui l'obligeait à accepter certaines contraintes. En fait, il s'agissait surtout de justifier l'intervention italienne en mettant en évidence la violence de l'adversaire, turc ou arabe. Le reporter prit plus de 200 clichés en Tripolitaine.

Les limites imposées aux correspondants de guerre constituent l'un des problèmes évoqués par Pierre Schill dans son introduction. La possibilité de manipuler l'image est un autre problème : il en fournit un bel exemple car le député Paul Vigné d'Octon* s'est servi des photos de Chéreau. Quelques-unes représentent des pendaisons publiques à Tripoli du 6 au 9 décembre. Les Italiens y avaient débarqué en octobre ; les pendus sont des Arabes condamnés à cette mort infamante par un tribunal militaire pour avoir participé en octobre à une contre-offensive turque dans l'oasis de Sciara Sciat. La première photo a été publiée à la une, et sans reportage, par *Le Matin* du 26 décembre 1911, sous l'intitulé : « Ce qu'on voit en Tripolitaine ». Or, Paul Vigné d'Octon* a repris les photos des pendaisons pour illustrer un article du 19 février 1914 sur les violences perpétrées dans les guerres coloniales. Ainsi des clichés pris en 1911 étaient censés illustrer et prouver des actes commis au Maroc par la France en 1914 ; la passion anticolonialiste du député l'a conduit à un mensonge qui prouve que l'historien ne doit légitimement accorder à l'image qu'une valeur très relative.



Il lui appartient d'en assurer la validité. Pierre Schill a donc fait une large place à la présentation critique de 31 photographies et à leur publication dans la presse.

Gaston Chéreau, par ses engagements envers son journal et envers les autorités italiennes, restait un témoin sous contrainte. Pierre Schill a donc recherché par d'autres voies à mieux comprendre ce qu'avait été cette expérience en Tripolitaine. Du 20 novembre 1911 au 12 janvier 1912, Chéreau envoie lettres ou cartes postales à sa femme et à son fils « Bernou », né en mai 1911... Il écrit le 7 décembre : « *Voici la terre où je suis tombé [...] une terre où l'on se tue, où l'on s'assassine, où l'on crève comme des chiens...* ». Il découvre la cruauté et le stoïcisme des Arabes, et l'impitoyable répression italienne : « *J'ai vu tant de cadavres [...], des cadavres d'arabes que les Italiens n'enterrent pas... Le soleil les dessèche ou les chiens les dévorent* ». Dans un article du 29 novembre envoyé au *Matin*, sous le titre « Atrocités », il parle des horribles mutilations subies par les 24 *Bersaglieri* tombés lors de la bataille de Sciara Sciat : ceci justifiait cela. Le journaliste n'avait pas été envoyé en Tripolitaine pour dénoncer le colonialisme. Pierre Schill rappelle en note que ses propos relèvent d'une vision anthropologique dominante à une époque où les lecteurs appréciaient le récit de cruautés « exotiques ».

Gaston Chéreau était un homme de talent, un romancier qui entra en 1926 à l'Académie Goncourt. La même année, revenu sur son séjour en Tripolitaine, il en publia le récit intitulé « Sur le trésor des caravanes », dans un recueil regroupant des textes de journalistes et reporters¹. Un souvenir lancinant puisqu'il avait assumé depuis d'autres missions de correspondant de guerre pendant la première guerre mondiale. Plus libre de s'exprimer qu'en 1911, il dit le choc ressenti au passage de la belle et accueillante Italie à la Tripolitaine, « *ville des grands caravaniers, repaire de brigands, berceau de la peste et du choléra* ». Il s'est souvenu particulièrement de la place du Marché au pain, lieu des pendants, et du port de Tripoli, du soleil brûlant, de « *l'odeur effroyable* ».

Parce qu'il a découvert les photos sans disposer immédiatement d'un commentaire, et que la découverte qui a éveillé sa curiosité d'historien lui a aussi laissé de durables émotions, Pierre Schill

¹ Georges Bourdon (dir.) *Une heure de ma carrière. Souvenirs et interviews*, Éditions Baudinière, 1926.

a ressenti le besoin de partager son expérience. Il a voulu emprunter des « chemins parallèles » pour mieux interpréter les photos de Gaston Chéreau et, finalement, réunir les œuvres de plusieurs artistes en une exposition.

Il rencontre en 2011 au Festival de Montpellier un danseur et chorégraphe, Emmanuel Eggermont, Il le voit inclure des photos dans son spectacle, T-Wall. Quand il lui fait découvrir les photos de Chéreau, Eggermont accepte, à partir du même médium, la photo, de créer une nouvelle chorégraphie ; elle sera inspirée par des photos d'un lynchage de 1930 dans l'Indiana, aux Etats-Unis, et la chanson de Billie Holiday, « Strange fruit »,

Southern trees bear strange fruit
Blood on the leaves and blood at the root
Black bodies swinging in the southern breeze
Strange fruit hanging from the poplar trees

Les arbres du Sud portent un étrange fruit,
Du sang sur les feuilles et du sang aux racines
Un corps noir qui se balance dans la brise du Sud,
Un fruit étrange suspendu aux peupliers.

Le titre renvoie aux images de la pendaison. Plusieurs artistes déjà sensibilisés à la violence de l'image se sont associés dans un même projet : le processus de création dans lequel s'engage Eggermont après avoir regardé les clichés de Chéreau se déroule par séquences dans l'imaginaire propre à l'artiste. Quant à la plasticienne Agnès Geoffray, elle a souvent utilisé des images : par exemple, des images de pendaisons en 2010 et 2011 dans *Les suspendus*. Elle s'interroge particulièrement sur les spectateurs des exécutions. La contribution du philosophe et écrivain Jérôme Ferrari et du romancier Oliver Rohe, n'a pas été une fiction littéraire mais, au-delà de la fascination et de l'effroi qu'inspirent les images, une analyse de la représentation de la violence, de l'utilisation de la photo comme « vecteur du récit colonial ». Ils ont écrit un essai intitulé *À fendre le cœur le plus dur*, titre retenu pour l'exposition présentée en 2015 au FRAC Alsace (à Sélestat) et ensuite en 2016 au CPIF (Centre photographique d'Ile de-France de Pontault-Combault). L'expression avait été employée par Gaston Chéreau dans une lettre à sa femme, Edmée.

Ce sont autant de « regards croisés » sur l'archive que découvre Pierre Schill, l'historien et pour laquelle il a voulu créer une symphonie, tant lui semblaient complexes les questions qu'elle soulevait.

En fin d'ouvrage, les sources sont présentées avec une grande précision et la bibliographie est organisée de façon thématique. Il s'y ajoute un index des noms, ceux de contemporains de Gaston Chéreau.

Hélène CHAUBIN

* * *
*

Maëlle MAUGENDRE, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France (1939-1942)*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019, 360 p., 25 €.

Lorsque le gouvernement français ouvre enfin la frontière aux Espagnols vaincus qui s'y pressent tentant d'échapper à l'impitoyable répression phalangiste, elle le fait principalement en deux temps. Passent d'abord les civils, le 27 janvier 1939, dont de nombreuses femmes et enfants, repoussant même à l'occasion les hommes valides, puis les hommes le 5 février, soldats de l'armée républicaine. Par ce choix initial qui privilégie le statut militaire au maintien de la cellule familiale, les autorités inscrivent la mise en œuvre de l'accueil et du contrôle des réfugiés espagnols dans des cadres résolument genrés.

Cette dimension a peu retenu l'attention, au-delà d'un recensement des exilées (entre 75 000 et 95 000), souvent accompagnées d'enfants. Peu d'ouvrages, à l'exception partielle de celui de Mechtild Gilzmer, *Camps de femmes. Chroniques d'internées, Rieucros et Brams, 1939-1944*, s'étaient penchés sur le sort spécifique des femmes espagnoles dans l'exil. L'ouvrage novateur de Maëlle Maugendre, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France (1939-1942)*, vient combler avec brio cette lacune. Il est issu d'une thèse d'histoire contemporaine soutenue en 2013 sous la direction de Sylvie Chaperon et François Godicheau à l'université Jean Jaurès de Toulouse, publiée dans le contexte dynamique en Languedoc, des commémorations des 80 ans de la *Retirada*, terme compris comme l'exil en France des républicains espagnols à partir de 1939. L'auteure est par ailleurs très impliquée dans diverses associations mémorielles d'Occitanie et ses premières recherches avaient déjà débouché sur un mémoire de Master donnant lieu, en 2008, à une publication à la riche iconographie concernant le camp du Vernet. C'est dire si l'ouvrage de Maëlle Maugendre s'appuie sur des recherches au long cours qui font d'elle, une solide spécialiste de la question.

De fait, cette lecture renouvelée de la *Retirada*, croise en permanence histoire du genre, de l'Espagne et de l'immigration en piochant souvent dans la boîte à outils des sciences sociales, en particulier de la sociologie, notamment pour établir le dense répertoire d'actions de résistance mis en œuvre partout par ces femmes exilées.

L'étude s'appuie sur de très nombreuses sources administratives et militaires longuement interrogées dans leur spécificité de « genre » — et leurs limites — mais également sur un corpus conséquent de témoignages, oraux en particulier, rigoureusement collectés, mis en perspective et analysés.

De façon très sensible, l'auteure rend d'abord visibles les femmes espagnoles réfugiées en France de 1939 à 1942, navigant au plus près de la singularité des parcours pour tenter de dégager quelques lignes de force et d'identifier quelques groupes sociaux. Le point de vue est résolument situé du côté féminin pour narrer l'exode sur le sol français de ces femmes restées longtemps dans l'ombre de leurs compagnons, ce qui permet de les installer au premier plan de la scène historique de l'évènement. Étudier leurs parcours et leurs répertoires d'actions, c'est alors mettre en lumière la dimension profondément politique de cet exil au féminin.

L'auteure est particulièrement convaincante lorsqu'elle analyse précisément comment les moteurs et les modalités des prises en charge par les autorités françaises, toujours masculines, sont tributaires d'images sociales stéréotypées, genrées mais pas uniquement, qui influencent leurs pratiques à l'égard de ces femmes. Dès leur arrivée, les réfugiées, dont ni les motifs de l'exil ni l'appartenance politique ne sont clairement identifiés sur le papier, sont précédées de la mauvaise réputation qu'implique le militantisme, une transgression des normes de genre, accusation constamment brandie par les forces nationalistes qui assimilent les républicaines à des prostituées. Cette vision des exilées a sans doute contribué à renforcer la volonté gouvernementale française de surveiller lourdement ces femmes, vite perçues comme des « indésirables » d'autant que leur mobilité reste importante.

Décryptant ces préjugés, l'historienne décortique les processus de soumission des esprits, et des corps sous couvert de précautions sanitaires. Assignées dans des catégories administratives qui évoluent selon les politiques menées à l'encontre des étrangers sur le sol hexagonal, ces femmes se voient imposer des cadres de vie et des comportements. Sous tutelle administrative, aux prises avec des rapports de pouvoir spécifiques, après le passage dans des centres de triage où elles sont notamment vaccinées, elles séjournent dans des centres d'hébergement et pour certaines dans des camps d'internement comme celui du Rieucros (Lozère), utilisé en octobre pour enfermer les femmes indésirables repérées par les autorités pour leurs actes d'indiscipline ou leurs opinions politiques sans que cela ne leur soit jamais explicitement signifié. Comme pour les hommes, le rapatriement en Espagne, l'émigration outre-Atlantique, le regroupement familial ou bien l'emploi conditionnent leur sortie de ces espaces coercitifs.

Face aux multiples dispositifs d'assujettissements étatiques, pâtissant davantage encore à partir de 1940 de la volonté vichyssoise de restaurer « l'Eternel féminin », ces réfugiées se positionnent en résistance, et expérimentent des registres d'actions variés, par la parole et par le geste, qui leur permettent de prendre conscience de leur « puissance d'agir ». Ce faisant, elles façonnent, en situation d'exil, des identités individuelles et collectives originales et résolument politiques qui se distinguent à l'occasion de celles des hommes. Il en va ainsi, dans ces centres et dans ces camps, de la gestion domestique quotidienne et des occupations féminines, telle la couture, remèdes à l'oisiveté, qui sont imposées aux internées. Mais c'est avant tout leur statut de mère qui résume pour les encadrants l'identité de ces femmes. Pour autant, celles-ci la revendiquent, pour la politiser en réclamant de ne pas être séparées de leurs enfants et de meilleures

conditions de vie pour eux. De plus, de façon ambiguë, afin de retrouver leur individualité, voire une certaine dignité, elles affichent leur féminité dans ce collectif qui les nie, par des marqueurs convenus - maquillage, coquetterie, voire séduction - aussi discrets soient-ils en ces lieux qui deviennent en partie dans ce contexte, en partie transgressifs.

Toutes aspirent à retrouver la liberté pour elles et leurs familles tandis que les gouvernants aspirent eux à se décharger de cette encombrante population. En cela leurs aspirations ne diffèrent pas de celles des hommes. Outre le rapatriement en Espagne des réfugiées de guerre neutres, l'hébergement en France chez des parents ou des amis et l'émigration grâce à des accords interétatiques, qui privilégient le Mexique, prolongent l'exil. Quant à la séparation d'avec leurs hommes, elle est appelée à perdurer encore longtemps pour un grand nombre d'entre elles.

Christine DELPOUS-DARNIGE

* * *

*

Nicolas MARTY, *Comprendre la crise catalane*, Pau, Cairn, 2019, 222 p. 18 €

Depuis de nombreuses années les tensions entre la Catalogne et le pouvoir central madrilène sont importantes mais la crise catalane a atteint une sorte d'acmé avec le référendum de 2017 et l'incarcération des dirigeants de la Généralité. Vue de France, le plus souvent avec des préjugés et des grilles de lectures assez datées, cette crise est assez difficilement compréhensible. Plus encore, de nombreux éditorialistes ne la traitent qu'avec les lunettes de correspondants permanents résidant dans la capitale espagnole et mettent en avant inconsciemment ou par paresse intellectuelle la seule vision gouvernementale. C'est après avoir fait ce constat que Nicolas Marty s'est lancé dans la rédaction d'un ouvrage, que l'on peut qualifier de pédagogique, destiné à remettre dans une perspective historique cette crise qui plonge ses racines dans le temps long. Professeur des universités en poste à Perpignan, nul n'était plus à même que lui pour broser ce tableau complexe depuis ce poste d'observation privilégié et avec la connaissance intime de la région qui est la sienne.

Pour ce faire Nicolas Marty a construit une mise en perspective à différentes échelles temporelles en se fondant sur une bibliographie particulièrement étoffée avec les meilleurs spécialistes de l'histoire catalane tels Pierre Vilar. Le premier chapitre intitulé « Le poids de l'histoire » se penche sur les causes anciennes et structurelles de la crise dans une perspective de temps long. Après avoir décrit les conditions de la mise en place de la double monarchie en 1469, l'auteur égrène les étapes de la dialectique entre le pouvoir local et une monarchie qui se veut centralisatrice. La révolte de 1640 est ainsi évoquée comme un premier jalon fondateur pour partie de la symbolique politique catalane. Fort utilement, Nicolas Marty expose les modalités de création et d'appropriation des symboles, tels que les hymnes, le drapeau, etc. C'est le cas par exemple à travers la contextualisation des chants qui sont devenus des hymnes catalans et qui demeurent dans la conscience collective. C'est le cas du cri des moissonneurs l'hymne *Els Segadors* interdit par les autorités puis de *La senyera* plus sage et toléré par la monarchie. Les deux furent interdits sous le franquisme. Ce qui est d'ailleurs extrêmement intéressant, c'est le lien que fait l'auteur entre cette mémoire symbolique enracinée et sa mobilisation contemporaine. C'est d'ailleurs l'un des points forts de l'ouvrage qui replace toujours dans le temps long les enjeux du présent. La même opération est renouvelée à l'occasion de la guerre de succession d'Espagne avec l'explication des « *diades* » du 11 septembre 1714 et la rupture de la trajectoire catalane constitutionnaliste avec la défaite du *pactisme*. Ce dernier terme figure d'ailleurs dans un excellent lexique qui est autre point fort de l'ouvrage et permet au non initié à l'histoire espagnole de se mouvoir aisément dans les différents concepts. Le chapitre insiste aussi sur la période du XIX^e siècle avec le *caciquisme* et les guerres carlistes et la renaissance des « nations périphériques » à cette occasion. L'affaiblissement de l'État espagnol et son incapacité à moderniser le pays après la perte de Cuba durant cette période expliquent en partie la montée du catalanisme dans les élites. Bien évidemment, l'auteur rappelle aussi l'épisode de la République et de la Guerre civile et met en évidence les liens de certains membres du PP au pouvoir durant la crise et de l'État espagnol avec les anciennes structures franquistes. Il rappelle que durant la Guerre civile la croisade contre l'Espagne rouge s'est confondue avec la volonté d'éradiquer les « séparatismes » comme en témoigne cette citation tirée d'un journal de l'époque : « *La Castille a créé la nationalité espagnole et doit à nouveau la refaire. Nous sommes dans une*

nouvelle reconquista et notre Grenade aujourd'hui, doit être Barcelone. » Ainsi, le catalanisme, une fois la dictature établie, devient l'un des éléments constitutif de la résistance au régime, notamment dans le cadre culturel voire sportif avec l'usage du catalan dans le Camp nou du FC Barcelone. Nicolas Marty montre alors comment ce passé de la résistance et de la répression qu'elle a engendrée est réactivé dans les événements les plus récents avec la dénonciation d'un néo-franquisme. Cela amène l'auteur à évoquer le moyen terme dans le chapitre suivant intitulé « l'émergence des tensions » et en particulier la question de la transition démocratique espagnole « entre ombres et lumières » et la mise en place les différents statuts de la Catalogne. Se posent ainsi les problèmes de l'amnistie qui rend impossible les poursuites à l'encontre de ceux qui ont commis des crimes sous le régime de Franco et l'ambivalence de la constitution de 1978 qui donne la possibilité de créer des autonomies régionales sans pour autant créer un état fédéral. La loi LOFCA n'instaure pas de véritable autonomie financière comparable à celle des *länders* allemands. Au surplus, la Navarre et la Pays Basque obtiennent quant à eux un statut particulier. L'auteur montre aussi les répercussions du coup de force de 1981 sur la question des autonomies à travers la rédaction de la loi LOAPA (Loi organique d'harmonisation du processus autonome) dans une interprétation restrictive de la constitution. Déjà en 1982, près de 350 000 catalans défilaient à Barcelone contre le projet de loi LOAPA reflétant la frustration ressentie par les catalanistes. Néanmoins au cours des années 1990 des négociations aboutissent à une amélioration de l'autonomie financière de la Généralité et les fameux *Mossos d'Esquadra* obtiennent des pouvoirs de police plus larges. En 2006, le statut de la Catalogne est révisé après le retour au pouvoir du PSOE et l'arrivée à la tête de la Catalogne du PSC. Le nouveau statut clarifie les compétences respectives de l'État et de l'autonomie en s'inspirant du système suisse. Le financement est également réformé et sur le plan politique le préambule fait référence à la Catalogne en tant que nation. A cette heure l'opposant le plus farouche à ce nouveau statut se trouve être Mariano Rajoy, nouvel homme fort du PP. C'est ce même parti qui dépose un recours auprès du Tribunal constitutionnel, institution en crise au cours des années 2000, du fait de l'affrontement entre PP et PSOE. 14 articles du statut sont déclarés anticonstitutionnels, ce qui provoque une manifestation massive à Barcelone et enclenche la crise que nous connaissons.

Nicolas Marty traite celle-ci dans son dernier chapitre qui représente la seconde partie de l'ouvrage. En ayant emboîté les différentes historicités de la crise, il montre que celle-ci n'a pas débuté en septembre 2017. Les positions rigides et les attaques frontales menées par le pouvoir central dirigé par Mariano Rajoy aboutissent ainsi à radicaliser les catalanistes. On assiste ainsi en très peu de temps à une montée fulgurante de l'indépendantisme, position qui n'était jusqu'alors qu'une option minoritaire. Le rejet du pacte fiscal de 2012 enclenche à cet égard l'escalade des tensions. D'autre part, l'aile droite du PP affiche des positions de plus en plus dures et reproche même à Rajoy d'avoir été incapable d'empêcher la consultation citoyenne de novembre 2014. Cela pousse Arthur Mas à faire des élections autonomiques de 2015 un véritable test : si les partis indépendantistes arrivent en tête des élections, l'idée d'un référendum sera légitimée. Les indépendantistes obtiennent 72 députés sur 135 et Carles Puigdemont accède au pouvoir après le retrait d'Arthur Mas. L'objectif est d'aller vers un référendum négocié qui vire à un véritable bras de fer avec le l'organisation du scrutin du 1^{er} octobre 2017. L'auteur termine l'ouvrage par une partie intitulée « Penser la crise catalane » qui interroge la crise sous différents prismes : économique, culturel mais aussi politique et citoyen. Et c'est sous cet angle que Nicolas Marty conclut sa réflexion en essayant de poser la question de l'articulation entre local et global et celle du consentement démocratique.

Un ouvrage fort utile donc, pour comprendre une crise géopolitique européenne emblématique des tensions qui traversent le continent. Tout au long du livre de nombreux encadrés permettent de faire le point voire d'approfondir certains éléments, et il faut ajouter la présence d'un lexique très précieux, ce qui donne une dimension didactique particulièrement appréciable. L'ouvrage apparaît ainsi comme indispensable à quiconque veut avoir une vision non partisane de la crise car finalement c'est la seule synthèse de niveau académique véritablement à jour et en langue française dont on peut disposer pour se forger un point de vue équilibré sur cette problématique. .

Richard VASSAKOS

* * *

BIOGRAPHIES :

ARAGO Antoine [ARAGO François, Jacques, Antoine]

Né en 1812 à Perpignan , mort en 1879 à Paris ; saint-simonien ; maire d'Estagel (Pyrénées-Orientales)

Assez abandonné dans la vie très agitée de son père, Jacques, Antoine fut protégé par ses oncles François Arago, qui sollicitera pour lui une « bourse de la bonté du roi », et Claude-Louis Mathieu (mari de Marguerite Arago). Après une scolarité à Marseille, il fut admis à l'École navale d'Angoulême où il embarqua sur le vaisseau-école Orion, puis sur la Vénus et l'Émulation. Lieutenant de vaisseau à vingt ans il fut sur la mer en 1833 à bord de la Meuse mais un mal de mer récurrent le conduisit à démissionner du service actif le 6 juillet 1834 ! Il obtint alors d'être mis à la disposition du pacha d'Égypte Méhémet Ali. Dans ce creuset du saint-simonisme qu'était alors l'Égypte sous la conduite de Méhémet Ali, despote progressiste et francophile, enthousiasmé par les travaux de ceux entourant Napoléon en Égypte, il prôna lui aussi une nouvelle organisation de la société européenne autour du développement industriel et des conquêtes de la science, ouvrant la voie à un « nouveau christianisme ». Michel Levallois (2014) dans « Les saint-simoniens en Égypte » narre cette nouvelle expédition d'Égypte entre 1833 et 1851 à l'initiative de Barthélémy Prosper Enfantin , dit le « Père Enfantin », réformateur social et l'un des principaux chefs de file du mouvement saint-simonien, d'Émile Barrault et de Michel Chevalier. Enfantin fut l'un des premiers à imaginer la construction du canal de Suez et à favoriser le développement du chemin de fer en France. Méhémet Ali demanda (Levallois dit « imposa ») à Enfantin la construction d'un barrage devant permettre de mieux répartir les eaux des crues du Nil entre les branches de Rosette et de Damiette. L'ouverture de ce chantier pharaonique eut lieu le 15 août 1834 mais l'épidémie de peste de l'année suivante et les difficultés financières entraînèrent un revirement du pacha qui décida qu'il ne voulait plus de barrages...). Appréciant la monarchie de Juillet, le pacha offrit en 1831 à Louis-Philippe l'obélisque de Louxor, installé place de la Concorde en grande pompe le 25 octobre 1836.

Entouré d'ingénieurs et de techniciens français, Méhémet Ali fit réaliser de grands travaux : routes, barrages, usines, etc. avec l'aide de « coopérants » français. Antoine rejoignit donc l'Égypte pour épouser sa cousine germaine Virginie Barthe et il y resta dix-huit ans, participant avec ardeur à l'éclosion de ce pays sans rompre avec la France qui, en 1846, le décore de la Légion d'honneur comme officier de marine. Il devint commandant du Génie au service de Soliman Pacha, officier français s'étant mis au service de Méhémet Ali, puis chef de bataillon auprès de ce dernier, vice-roi d'Égypte (certains de ses descendants, simplifiant la réalité, parlaient d'un Arago « vice-roi d'Égypte »). S'il se dit ému par la révolution de 1848, il exprima ses craintes à la fin du mandat de Louis Napoléon Bonaparte en 1852 ! Virginie revint en France en 1849 pour donner naissance à son fils, Félix, puis après avoir rejoint son mari, elle revient à Estagel pour accoucher de sa fille Rose ; elle y décède le 4 juillet 1853, quelques heures après cette naissance. Antoine chercha des contacts en France, même avec l'élus bonapartiste et homme d'affaires Isaac Pereire, à tel point que son oncle Étienne, en exil, annonça son désaveu cinglant à cette attitude. Mais Antoine s'apaisa et, en 1857, il publia une analyse historique, géographique et économique du canton de Latour-de-France qui englobait Tautavel et Estagel (*Étude sur la composition territoriale du canton de Latour*). En 1859, il proposa une réflexion politique basée sur son expérience à l'étranger Étude sur le rôle politique de la France que Sarda (2002) juge digne « d'un politologue amateur ». De retour en France, il devint maire d'Estagel de 1857 à 1861, ce qui le rattacha encore plus à la majorité des Arago associant carrière militaire et politique.

ŒUVRE : *Étude sur la composition territoriale du canton de Latour*. Perpignan, Alzine, 1857, 30 p. — *Étude sur le rôle politique de la France*, Paris, Dentu, 1859, 522 p.

SOURCES : Bibl. de l'Arsenal, Fonds Enfantin, ms. 7 680, 7 691/13, 7 753.9, 7 739/44 7 740/12, 7 700/50. — Levallois M, 2014. « Les saint-simoniens en Égypte », *Bulletin de la Sabix*, 54 : 43-44. — Sarda François, *Les Arago. François et les autres*, Paris, Taillandier, 2002. p. 442 p. — Notes de Philippe Régnier.

Guy JACQUES

CLAROU Auguste [CLAROU Louis, *Auguste*, Antoine]

Né le 13 janvier 1830 à Limoux (Aude), mort à Limoux le 17 mars 1881 ; banquier et juge au tribunal de commerce ; sympathisant des fouriéristes ; conseiller municipal républicain de Limoux ; défenseur du communard Émile Digeon ; père du député radical socialiste Armand Clarou.

Auguste Clarou était le fils de Pierre Louis Clarou (1803-ap. 1860), alors négociant, et de Françoise Antoinette Lagarde, décédée en 1830 des suites de l'accouchement. Il appartenait à une famille de banquiers de Limoux et, en 1860, exerçait ce métier avec son père et son cousin Jean, Jacques, Louis Clarou.

L'Aude constituait un petit foyer de sympathisants de Charles Fourier*. C'était à Limoux que Jean Journet*, l'un des plus fervents disciples du socialiste utopiste avait commencé son apostolat. Même si Auguste Clarou était trop jeune au départ de l'apôtre fouriériste, il avait du être sensibilisé à ses idées par quelques-uns de ses proches. En effet l'écrivain Auguste Blanchot de Brenas a témoigné de ses sympathies fouriéristes. Il l'avait rencontré en juin 1858 lors d'un repas offert par Louis Mècre, propriétaire du château de Lanet (Aude). L'écrivain le décrit ainsi : « [il] porte une barbe d'or, des boutons d'or, des bagues d'or et pour l'humanité entière un cœur d'or. ». Et rapporta ainsi les propos de Clarou au cours du repas : « Parbleu ! s'écriait le philosophe à la barbe d'or, parbleu, Messieurs, avouez que Fourier avec ce système du phalanstère si mal jugé, si mal connu, et malgré toutes les erreurs de ses disciples, n'en reste pas moins une des lumières de l'humanité, un fécond penseur. » À quoi le notaire du village lui avait répliqué : « Penseur vous-même ! le phalanstère, la queue de Considerant*, rêveries que tout cela ! ». Blanchot de Brenas, opposé également aux idées de Fourier, fit publier un poème dédié à Clarou, où il comparait le phalanstère à un monastère privé de Dieu.

Le 24 janvier 1860 Clarou se maria à Pieusse, village voisin de Limoux, avec Irma, Marie, Baptistine Borie, héritière d'un propriétaire local. Parmi les témoins se trouvait Louis Mècre, maire de Lanet et futur conseiller général républicain du canton de Mouthoumet. Clarou fixa sa résidence à Pieusse où il était voisin du républicain Fortuné Brousses* dont il était l'ami.

En 1869, profitant d'une certaine libéralisation de la presse, Clarou s'engagea dans la fondation de deux journaux républicains. En janvier, avec Salvaire, Amiel et Falgous, il fonda *L'Écho de l'Aude*, journal politique, littéraire, agricole et d'annonces. Mais suite à une mésentente entre les fondateurs ce journal s'arrêta au bout d'un mois. Il soutint alors financièrement, avec Fortuné Brousses et Émile Digeon*, la création de *La Fraternité*, journal démocratique de l'Aude, dirigé par Théophile Marcou, chef de file des républicains audois. Il y signait des articles sous le pseudonyme Trincavel. Cependant aux élections législatives de 1869, Clarou, faute de candidat républicain à Limoux, soutint le camp conservateur. Il fit partie de la délégation de notables de sa circonscription qui se rendit auprès du ministre de l'intérieur pour soutenir la candidature du banquier saint-simonien Isaac Pereire*.

Mais dès la proclamation de la III^e République, Clarou s'engagea à nouveau dans le camp républicain. Il accompagna son ami Théophile Marcou pour rencontrer à Tours la délégation du gouvernement provisoire de la République, dirigée par Gambetta. Revenu dans l'Aude, il devint l'un des membres de la commission municipale de Limoux dirigée par Fortuné Brousses, son voisin et ami de Pieusse. Le 31 octobre 1870, avec ses collègues parmi lesquels son ami Isidore Roques, il adressa au gouvernement de la Défense nationale une lettre patriotique appelant à poursuivre la guerre contre la Prusse.

Lors du soulèvement communal Clarou et ses collègues tentèrent de jouer les médiateurs entre les autorités légales et les communes insurrectionnelles. À Narbonne, un groupe d'insurgés avait proclamé la commune centrale de l'arrondissement et occupait l'hôtel de ville. Leur chef, Émile Digeon*, était un ami de Clarou. Les autorités et l'armée risquaient d'écraser l'insurrection dans un bain de sang. Aussi Clarou proposa ses services de médiation au préfet. Après avoir essuyé un premier refus il insista et finit par avoir l'aval du préfet et du procureur. Le 29 mars, accompagné de Fernand Digeon, frère d'Émile, il alla parlementer avec son ami. En accord avec les autorités il promettait à Digeon l'exil et aux autres communalistes l'impunité en échange de l'évacuation de l'hôtel de ville. Émile Digeon refusa. Clarou revint

le lendemain avec deux amis communs, Isidore Roques, membre de la commission municipale de Limoux et Théophile Marcou, maire de Carcassonne. Il renouvela les propositions qui furent à nouveau rejetées. Cependant, après une fusillade, Digeon* finit par se rendre. Mais contrairement aux promesses d'amnistie il fut déféré avec d'autres insurgés devant la cour d'assise de l'Aveyron. La violation de la promesse d'amnistie fut dénoncée dans la presse, notamment par l'un des prévenus, Prosper Nègre. Auguste Clarou écrivit à son tour une lettre au journal *Les Droits de L'Homme*, également reprise dans le journal *La Fraternité* dirigé par Marcou, jurant sur l'honneur que tous les faits énoncés par Prosper Nègre* étaient vrais. Clarou était indigné, car on lui avait fait jouer le rôle du traître. Aussi s'écriait-il : « Pourquoi le procureur général Agniel n'a-t-il pas tenu ses promesses ? ». Un tel témoignage diffusé dans la presse était terrible pour l'accusation. Clarou le savait et ajoutait « En attendant la lumière de la discussion devant le jury, l'opinion publique se prononcera ». Au procès, Clarou témoigna à décharge en faveur de son ami, qui fut finalement acquitté avec tous les autres insurgés.

Entre temps, aux élections du 30 avril 1871, Clarou avait été élu avec Brousses*, Fernand Digeon, Isidore Roques et d'autres républicains au conseil municipal de Limoux. Le 10 mai, fidèle à l'esprit de conciliation qui avait inspiré Clarou et ses amis pour régler la crise de Narbonne, le conseil municipal, lors de sa première réunion, avait envoyé une adresse à l'Assemblée nationale demandant à la Commune de Paris et à l'Assemblée de se dissoudre. En juin Clarou démissionna avec ses amis Brousses*, Roques et Fernand Digeon du Conseil municipal de Limoux, pour protester contre la nomination par les Versaillais du maire Faure. À la même date il créa avec ses amis *L'Indépendant*, journal démocratique de Limoux dont le premier et unique numéro fut saisi par le préfet.

Aux élections de juillet 1871 Clarou soutint son ami Brousses* qui fut élu député. En décembre Clarou fut réélu avec ses amis au conseil municipal de Limoux. À la mort de Brousses*, en 1873, Auguste Clarou était, avec Isidore Roques et Vidal Saint-Sauveur l'un des trois exécuteurs testamentaires du député. Aux élections au conseil général de 1874, Clarou se présenta dans le canton de Saint-Hilaire. Mais il fut battu par un candidat bonapartiste. En 1876, en tant que secrétaire du Comité républicain de l'arrondissement de Limoux, il soutint la candidature et la victoire de François Oscar Rougé aux législatives. Mais, opposé au cumul des mandats, Clarou démissionna avec ses amis du conseil municipal de Limoux, suite à la nomination du député Rougé comme maire de la ville en janvier 1877.

En 1880, alors qu'il était retiré de la politique, Clarou fut l'objet d'un fait divers qui fit sensation dans la presse. Avec la complicité d'un médecin, sa femme le fit déclarer fou et le fit enfermer dans l'asile de Braqueville à Toulouse. Après un séjour de sept mois, il réussit à s'enfuir et se réfugia chez un ami à Paris. Sur les conseils de Victor Hugo* il prit un avocat puis porta plainte contre ceux qui l'avaient fait enfermer. Quelques mois après il finit par se suicider en se jetant dans le puits de sa maison de Limoux au 62 rue de la Blanquerie. Il était alors membre de la commission de surveillance de l'asile d'aliénés de Limoux !

Son fils Armand Clarou (né à Pieusse en 1860, mort au Vigan en 1927) fit des études de médecine et fut élu député du Gard sur la liste du cartel des Gauches en 1924.

Son petit cousin Olivier Clarou (né à Limoux en 1847, mort en 1915), fit des études de droit puis reprit la banque Clarou. Il fut candidat républicain aux législatives de 1881 contre Rougé, député sortant désavoué par les Républicains, qui l'emporta.

SOURCES : État civil de Limoux et Pieusse. — Blanchot de Brenas, Auguste, « Le phalanstère, À M. Auguste Clarou », *La France littéraire, artistique, scientifique*, n° 10, . — Paul Tirand, *Émile Digeon 1822-1894. L'itinéraire singulier d'un communard*, Paris, L'Harmattan, 2006. — Gauthier Langlois, « Blanchot de Brenas, l'inventeur du « Curé de Cucugnan », son voyage à Carcassonne et dans les Corbières en 1858 », *Bulletin de la Société d'études scientifiques de l'Aude*, tome CXV, 2015, pp. 91-106. — Bernard Bonnery, « La fin du Second Empire et les débuts de la Troisième République dans l'Aude », *Bulletin de la Société d'Études Scientifiques de l'Aude*, supplément numérique au tome CXVI, 2016. — *Proclamation de la Commune à Narbonne. Compte-rendu sténographique du procès Émile Digeon et ses 31 coaccusés*, Paris, 1872. — Marc César, *La commune de Narbonne (mars 1871)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2017, p. 46, 64-66. — *La Fraternité*, 15 décembre 1849, 1er septembre 1869, 1er octobre 1870, 28 janvier 1871, 11 mars, 3 mai 1871, 6 mai 1871, 10 mai 1871, 17 mai 1871, 20 mai 1871, 24 mai 1871, 7 juin, 11 octobre 1871, 29 novembre 1871, 16 décembre 1871, 21 mars 1872, 3 août 1873, 27 septembre 1874, 1^{er} octobre 1874, 8 octobre 1874, 9 février 1876, 16 février 1876, 23 février 1876, 4 mars 1876, 8 mars 1876, 15 mars 1876, 4 février 1877, 25 mars 1877, 4 octobre 1877, 23 octobre 1879, 30 octobre 1879,

26 mars 1881, 25 juillet 1885. — *Le Messager du Midi*, 16 septembre 1874. — *Gil Blas*, 9 et 10 novembre 1880, 18 novembre 1880, 24 mars 1881. — *La Presse*, 10 novembre 1880.

Gauthier LANGLOIS

* * *

ARGENCE Jean, Paul

Né le 6 novembre 1880 à Quillan (Aude), mort le 11 février 1937 à Alès (Gard) ; ouvrier chapelier ; militant socialiste puis communiste.

Maître-chapelier de Quillan, Argence adhéra au Parti ouvrier français de Jules Guesde vers 1900 puis, dès 1905, au Parti socialiste SFIO. Il participa activement aux grèves de la chapellerie qui eurent lieu à Quillan et Esperaza en 1908 à l'issue desquelles il fut licencié et menacé de mort. La pression patronale et cléricale s'exerçant sur tous les employeurs, il dut quitter Quillan vers 1910 et vint s'établir à Béziers où résidaient ses beaux-parents. Il connut alors une période difficile mais finit cependant par être embauché comme ouvrier chapelier par un artisan de Béziers qui en fit rapidement son associé. Mais la guerre survint.

Mobilisé dès le premier jour, il laissait une femme et deux enfants sans aucune ressource. Son épouse mourut en 1916 de misère physiologique. Durant la guerre, il approuva la conférence de Zimmerwald. À son retour, en 1919, il reprit son activité militante au sein du Parti socialiste SFIO et se montra partisan de l'Internationale communiste.

Avec Joseph Lazare, il fut un de ceux qui firent se prononcer la section socialiste de Béziers en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale et, en 1920, il devenait membre du bureau fédéral du Parti socialiste. Avec Joseph Garrigues et Joseph Lazare, il fit campagne dans le département pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Après la scission, il fit partie du premier bureau de la Fédération communiste de l'Hérault et conserva cette responsabilité en 1922. Il avait repris sa profession d'artisan chapelier et s'était remarié en 1919. Il fut ensuite, et jusqu'en 1934, trésorier du rayon communiste de Béziers. De 1925 à 1934, il fut candidat à plusieurs reprises sur les listes du Parti communiste aux élections municipales générales et partielles. En 1928, il avait été trésorier départemental du comité de l'Hérault de la CGTU. Il fut également responsable du Secours rouge. En 1934, sa santé s'altéra des suites d'une blessure de guerre et il quitta Béziers pour aller résider à Alès où se trouvait sa fille. Avec sa femme, il tint alors une librairie mais sa maladie l'empêcha d'exercer pleinement sa nouvelle profession. Il mourut au début de 1937.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13130. — *Le Fouet*, 1922. — *Le Travailleur du Languedoc*, 1930. — Interview d'Étienne Fabre à Béziers. — Témoignage de sa fille Françoise Molinier à Alès.

Jean SAGNES

* * *

HELMUT Thomas, Richard [alias « Jean WEIMAR » dans la Résistance]

Né le 11 septembre 1911 à Leipzig (Saxe, Allemagne) d'après l'état civil de Courtauly (Aude), le 11 novembre d'après d'autres sources, mort exécuté sommaire le 27 juillet 1944 à Courtauly (Aude) ; tailleur d'habits à Darmstadt (Hesse, Allemagne) puis en Sarre ; militant du KPD (Parti communiste d'Allemagne) puis des DAS Deutsche Anarchosyndikalisten (Anarcho-syndicalistes allemands) ; volontaire en Espagne (colonne confédérale « Durruti ») pendant la guerre civile ; déserteur de la Wehrmacht ; résistant de l'Aude (maquis « Faïta » des FTPF)

Le site militants-anarchistes.info (*op.cit.*), le nomme « Helmuth Thomas », inversant le nom et le prénom et modifiant l'orthographe de ce dernier. Mais partout ailleurs (sources imprimées, autres sites Internet,

monument commémoratif du col de la Flotte, Aude), il s'agit de « Thomas » (prénom) et de « Helmut » (patronyme). Les gimémologues donnent par ailleurs son second prénom, « Richard ». L'état civil de Courtauly le nomme de façon erronée « Helmut » avec le seul prénom de « Thomas ». Il le fait naître à « Leipsick » (autre graphie ancienne de Leipzig en français) localité qu'il situe aussi de façon erronée en Sarre au lieu de la Saxe. Le fait qu'il ait résidé en Sarre après la prise du pouvoir par les nazis est sans doute à l'origine de cette confusion.



Thomas Helmut (1911-1944). Extrait de Julien Allaux, *op. cit.*, p. 180. Reproduction : André Balent

Né en Saxe, Thomas Helmut s'installa à Darmstadt, la capitale de la Hesse où il exerça le métier de tailleur (salarié ou à son propre compte ?). Il y connut sa compagne Regina Cornfeld. Il milita au KPD et au *Rotfrontkämpferbund* (RFB). Après la prise du pouvoir par les nazis, il émigra en Sarre. Il fit partie du *Saarsturm*, organisation de lutte anti-nazie sarroise. Il y devint anarcho-syndicaliste et adhéra aux DAS. Après le referendum du 13 janvier 1935 qui entérina le rattachement de la Sarre à l'Allemagne nazie, il s'installa en France pour quelques mois.

En juillet 1936, Thomas Helmut était à Barcelone. Y était-il venu pour les Olympiades prolétariennes ou y accourut-il après l'échec, dans cette ville, du coup d'État du 18 juillet 1936 ? Le fait est qu'il intégra les centuries des « internationaux » (ou « groupe international ») de la colonne formée par la CNT (Confédération nationale du Travail) et la FAI (Fédération anarchiste ibérique). Il y côtoya Simone Weil*. Pourtant sa participation au combat des FTPF de l'Aude en 1944 et le fait qu'il ait côtoyé des communistes français chevronnés ont contribué à répandre l'idée qu'il avait été un volontaire des Brigades internationales. Un historien aussi fiable que Julien Allaux l'a malheureusement reprise dans son livre (*op.cit.*, 1986), ouvrage de référence sur la Résistance audoise.

Pendant la campagne de l'été puis de l'automne de 1936 en Aragon, Helmut participa ; à la prise de Siétamo (province de Huesca, Aragon) du 31 août au 12 septembre ; le 8 octobre, au combat de Farlete (province de Saragosse, Aragon) dans la région aride des Monegros, au nord de l'Èbre, à 31 kilomètres à l'est de Saragosse.

Entre le 3 et le 7 mai 1937, eurent lieu à Barcelone de violents affrontements entre d'une part les miliciens de la CNT et de la FAI appuyés par ceux du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) et les forces de la *Generalitat* appuyées par l'UGT (Union générale des travailleurs) et les milices du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, communiste) et d'*Estat català*, parti nationaliste et indépendantiste catalan. Dans cette « guerre civile dans la guerre civile », les anarchistes et les poumistes subirent un revers. Thomas Helmut participa aux combats dans les rangs anarcho-syndicalistes. Arrêté après la fin des combats, il fut, selon certaines sources, expulsé d'Espagne en 1938 et s'établit en France. Pourtant, les Giménologues (site, *op.cit.*) assurent, sans doute à tort, qu'il ne rentra en France qu'au moment de la *Retirada* en février 1939.

Si l'on suit la première version — la plus vraisemblable —, rentré en France, il y fut arrêté en mai 1938 et condamné à six mois de prison (par quelle juridiction ?). Libéré, il vécut, pendant la première partie de la Seconde Guerre mondiale à Pibrac (Haute-Garonne), une commune du grand Toulouse, à l'ouest de la ville rose. Après l'occupation de la zone sud par les forces du Reich, il fut dénoncé comme Juif et ne dut qu'au certificat d'aryanité envoyé par sa mère de n'être pas déporté. En revanche, il fut incorporé dans la *Wehrmacht* et envoyé combattre sur le front de l'est. Mettant à profit une permission, il déserta (1943) et revint en France, sans doute dans la région toulousaine. Clandestin, il réussit à intégrer, le maquis « Faïta » des FTPF dans l'Aude, à l'ouest de la petite ville de Limoux. Pendant l'été 1943, les FTPT audois avaient formé un petit maquis dans le Kercorb, région de collines dans le piémont des Pyrénées audoises. Implanté à Montjardin (Aude), à peu de distance du département de l'Ariège, ce maquis commandé initialement par Joseph Loupia* alias « Blücher », prit le nom de « Gabriel-Péri* ». Un groupe de ce maquis, stationné à Mijanès (Ariège) prit son autonomie et le nom de « Jean-Robert * » (Voir Meyer Victor*) avant de se relocaliser près de Salvezines (Aude). Le groupe resté à Montjardin changea de nom et s'appela désormais « Vincent-Faïta* ». C'est ce maquis qu'intégra à la fin de 1943 Thomas Helmut.

Les 26 et 27 juillet, le maquis « Vincent-Faïta » fut décapité par les Allemands. Dénoncée, sa présence était connue, sans doute initialement par la Milice. Il était pourchassé par les militaires allemands et la Milice dans la région de Chalabre (Aude). Le commandement allemand du groupe d'armées G, installé à Rouffiac-Tolosan (Haute-Garonne), donna l'ordre, après le 6 juin 1944, d'attaquer tous les maquis susceptibles d'entraver les communications militaires le long de l'axe Toulouse-Nîmes. L'anéantissement de « Vincent-Faïta* », comme celui d'autres maquis indépendamment de leur affiliation, fut donc un des objectifs allemands. Un groupe de FTPF de ce maquis franchit donc l'Aude et se rendit en reconnaissance dans les Corbières, sur l'autre rive du petit fleuve, dans la vallée de l'Orbieu. Mais les Allemands parcouraient cette partie des Corbières, à la recherche du maquis de Villebazy, de l'AS. Ils tombèrent donc sur le détachement des FTPF. À proximité de Lairière (Aude), le chef du maquis Joseph Alcantara* fut tué ainsi que deux autres FTP, Attilio Donati* et Gaston Prat.* Le chef adjoint de « Vincent-Faïta* », André Riffaud*, fut grièvement blessé. Conduit à Carcassonne, il expira le 30 juillet 1944. Un cinquième homme, Bourges, prisonnier fut incarcéré à la maison d'arrêt de Carcassonne. Le lendemain, le 27 juillet, à la recherche de « Vincent-Faïta », dans la région de Chalabre, trois cent Allemands avaient été dépêchés avec quinze camions depuis Foix (Ariège) afin d'accrocher et d'anéantir le maquis « Vincent-Faïta » qui se trouvait encore dans le secteur avant de s'installer dans le nouveau cantonnement des Corbières. Trois hommes (Louis Bages*, André Laffon et Jean Vernière*) du maquis furent tués au col de la Flotte (commune de Sonnac-sur-l'Hers), à proximité de la limite avec l'Ariège. À la ferme du Planquet, à Courtauly (Aude), commune voisine de Sonnac, ils capturèrent Thomas Helmut et Fernand Prédal* qui transportaient des courroies d'une batteuse sabotée. Ils furent exécutés d'une balle dans la nuque (pour le détail des combats et exécutions du col de la Flotte et de la ferme du Planquet, voir : Bages Louis*). Mais d'après le registre de l'état civil de Courtauly, Thomas Helmut fut retrouvé, ainsi que Jean Vernière, sur la route de Chalabre au lieu dit « A Coustet », dans le territoire de cette commune.

Il fut inhumé (inconnu n° 1) dans le cimetière de Courtauly le 29 juillet 1944. Identifié ultérieurement, son nom, transformé en « Helmut » et son premier prénom furent transcrits en marge de l'acte de décès. La mention « Mort pour la France » attribuée à l'inconnu (provisoire) n°2 (Jean Vernière) ne figure pas en marge de l'acte. L'acte de décès indique qu'il mesurait 1,63 m, avait des cheveux et une petite moustache blonds et allait nu tête. Il portait « une culotte courte de drap bleu marine, une chemise kaki, un gilet de velours à côtes même teinte. Des chaussettes sport en laine blanche roulées sur des chaussures basses ». Le corps de Thomas Helmut fut ré-inhumé le 8 novembre 1944 au cimetière de Limoux (Aude).

D'après Henry Melich*, libertaire qui combattit dans les rangs du maquis (FTP) audois « Jean-Robert » de Salvezines, et qui connut Thomas Helmut, ce dernier était un « garçon réservé et courageux ». Le nom de Thomas Helmut a été gravé sur le monument commémoratif du col de la Flotte avec celui des cinq autres victimes des accrochages de Sonnac-sur-l'Hers et de Courtauly.

Voir Courtauly et Sonnac-sur-l'Hers (Aude), col de la Flotte, 27 juillet 1944*

SOURCES : Arch. com. Courtauly, acte de décès de Thomas Helmut et mentions marginales. — Julien Allaux, *La 2e Guerre mondiale dans l'Aude*, Épinal, Le Sapin d'or, 1986, 254 p. [pp. 179-181]. — Dieter Nelles, Harald Piotrowski, Ulrich Linse, Carlos Garcia, *Deutsche Antifascistinnen in Barcelona (1933-1939). Die Gruppe « Deutsche Anarchosyndikalisten » (DAS)*, Berlin, Verlag Graswurzelrevolution, 2013, 424 p. — Lucien Maury, *La Résistance audoise (1940-1944)*, tome II, Carcassonne, Comité de l'histoire de la Résistance audoise, Carcassonne, 1980, 441 p. [pp. 255-256, p. 395]. — Henri Melich, *À chacun son exil. Itinéraire d'un militant libertaire espagnol*, préface de Tomas Ibañez, La Bussière, 2014, 223 p. [pp. 58-59]. — *La Voix libertaire*, 384, septembre 1938. — *La Dépêche*, édition de l'Aude, rubrique de Sonnac-sur-l'Hers, 25 septembre 2017. — Site gimenologues.org consulté le 9 août 2018. — Site militants-anarchistes.info, consulté le 9 août 2018. — Site maquisftp-jean-robert-faita.org consulté le 9 août 2018.

André BALENT

* * *

CHABALIER Gérard, Louis

Né le 8 novembre 1920 à Nîmes (Gard), mort le 19 mai 2002 aux Plantiers (Gard) ; instituteur, puis professeur d'enseignement général des collèges ; militant syndicaliste et communiste dans l'Aude et le Gard, dirigeant des fédérations de l'Aude et du Gard du Parti communiste français.

Fils d'un employé de banque, sympathisant communiste, Gérard Chabalier (parfois orthographié par erreur Chaballier), dont le père avait été muté dans l'Aude, entra à l'École normale d'instituteurs de Carcassonne. Instituteur à Canet, il fut affecté dans les Chantiers de jeunesse (1942-1943) à Valescure dans les Cévennes et échappa au Service du travail obligatoire sans pour autant s'engager dans la Résistance. Après la guerre, il redevint instituteur à Canet. Au début des années 1950, instituteur au cours complémentaire de Lézignan (Aude), militant du Syndicat national des instituteurs depuis 1945, il militait aussi à la FEN-CGT à partir de 1948 et faisait partie du bureau départemental de la FEN-CGT, responsable de la diffusion de *L'École* et *la Nation*. Il avait suivi les cours de l'école centrale d'un mois de la CGT en 1949. Il fut membre du conseil syndical de la section départementale du SNI de 1958 à 1962.

Chabalier se maria religieusement en août 1942 à Montpezat (Gard) avec la fille d'agriculteurs catholiques. Leurs trois filles reçurent les sacrements catholiques.

Secrétaire de la section socialiste SFIO de Canet (Aude) de 1945 à 1947, Chabalier avait adhéré au PCF en mai 1949 et était devenu secrétaire de la cellule communiste Canet. Devenu membre du comité de la fédération communiste en 1952, il entra au bureau fédéral en 1953 et y demeura jusqu'en 1962. Il était en même temps secrétaire adjoint, puis secrétaire de la section communiste de Lézignan-Corbières à partir de 1952 et secrétaire, à partir du début des années 1960, du Comité de paix de la commune.

Lors d'une élection complémentaire dans la localité, Chabalier avait conclu un accord pour le second tour avec le candidat socialiste SFIO qui acceptait sept points dont la lutte pour la paix en Algérie. Mais il avait affirmé dans un article de presse ne s'occuper que des affaires locales. De nouvelles discussions avec la section communiste avaient abouti à la rédaction d'une affiche où il se félicitait du désistement communiste sur la « base d'une plate-forme commune sur un programme qui est également le nôtre ». Le comité fédéral s'était divisé et certains estimaient que le désistement ne devait pas se produire d'autant plus que le député socialiste de l'Aude, Georges Guille*, faisait partie du gouvernement Guy Mollet*. Il fallait donc exiger du candidat socialiste qu'il critique la politique gouvernementale. Les urnes tranchèrent. La moitié des électeurs communistes n'ayant pas reporté leurs voix, le candidat socialiste fut battu. Aussi, le secrétariat du

comité central du PCF, le 28 février 1957, estima-t-il que Chabalier avait pris une « position fausse ». Lors de la conférence fédérale des 18-19 mai 1957, la section de montée des cadres demanda de ne pas le maintenir au bureau fédéral, ce qui ne fut pas accepté par les délégués. Jean Llante*, qui suivait la fédération, s'était déjà opposé au désistement. Dans son rapport, il expliquait que Chabalier avait « fait l'autocritique de l'élection municipale ». Il estimait qu'il revenait au bureau fédéral d'empêcher le désistement et que, comme il n'était pas intervenu, « la faute opportuniste est collective ». Il concluait par cette phrase : « Chabalier a beaucoup de défauts mais je le crois honnête. Il nous a beaucoup aidé depuis qu'il est à Lézignan où nous avons une vieille équipe de camarades sectaires et opportunistes ». Mais il faisait remarquer qu'il n'avait pas été mis au courant de la décision du secrétariat du PCF. Lors de la conférence fédérale suivante, il fut demandé à Chabalier d'orienter son activité vers le SNI. Par la suite, les aléas de sa vie privée ne facilitèrent pas ses rapports avec les dirigeants communistes.

Chabalier avait été admis à suivre le stage central pour les instituteurs communistes en septembre 1952, mais ne put le suivre. Il fut en vain candidat à celui du 23 août au 9 septembre 1953. Finalement, il fut accepté pour le stage de septembre 1959. Malade, il déclina la proposition.

Chabalier avait été pressenti pour représenter le PCF aux élections cantonales de 1955 et de 1961, mais finalement un ouvrier agricole lui avait été préféré. Il fut question de le présenter comme suppléant lors de l'élection législative de 1958 à Narbonne, ce qui ne se réalisa pas.

À la rentrée de l'automne 1963, Chabalier, qui possédait trois certificats de la licence d'espagnol obtenus à la Faculté des lettres de Toulouse, fut muté au collège d'enseignement général de Vauvert dans le Gard pour des raisons professionnelles et familiales. Après avoir habité quelques mois avec sa nouvelle compagne à Alès, ils habitèrent Nîmes dans le quartier des Charmilles puis, à partir de 1968, chemin de Combe Sourde, il enseigna au collège Jules Verne jusqu'à sa retraite en 1975. Retour ligne manuel

Chabalier se sépara de son épouse puis divorça en 1968. Il se remaria en octobre 1968 à Nîmes avec Pierrette, Suzanne Uteau, fille d'instituteurs socialistes SFIO. Née en 1935 en Gironde, titulaire du CAPES, elle fut nommée professeur dans l'Aude. Elle était une active membre du PCF. Ils eurent un garçon en 1963 qui ne reçut aucun sacrement.

Chabalier était, à partir de 1966, secrétaire de cellule, membre du bureau puis secrétaire de la section communiste de Nîmes-Est. Il fut intégré dans le comité de la fédération communiste du Gard à partir de 1966. En 1972, il ne fut pas réélu pour des raisons de santé selon le rapport. Son épouse était alors la responsable départementale du Secours populaire français jusqu'à la fin des années 1970. Par la suite, il retrouva le comité et le bureau fédéral. Responsable du comité de diffusion de l'Humanité de Nîmes, il participait aux activités de la section communiste de Villeneuve-les-Avignon. En outre, il présidait le comité de quartier de La Gazelle dans les années 1980. Il en demeura le président d'honneur. Retour ligne manuel Son épouse, devenue agrégée de lettres classiques au début des années 1980, fut affectée, pour raisons de santé, comme professeur au Centre national de d'enseignement à distance. Ils se retirèrent en Lozère où ils louaient à l'année depuis 1965 une maison à Pin Moriès dans la commune de Marvejols, où ils passaient leurs vacances scolaires. Désormais, il partagea son temps entre Nîmes et la Lozère, participant aux activités communistes dans la préfecture du Gard, notamment lors des élections municipales de 1995 qui virent la victoire de la liste conduite par le communiste Alain Clary*.

Chabalier fut enterré civilement au cimetière de Parignargues (Gard) d'où sa famille était originaire. Le secrétaire de fédération communiste lui rendit hommage.

SOURCES : Arch. comité national du PCF. — Presse syndicale. — Renseignements fournis par sa famille et par Jean Chaulet.

Jacques GIRAULT

* * *

Consultez le site de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon (AMLR) et envoyez vos remarques et suggestions
Vous y trouverez en ligne les plus anciens numéros du *Midi Rouge*

<http://histoire-contemporaine-languedoc-roussillon>

* * *

L'AMLR A UNE PAGE *FACE BOOK*
CONSULTEZ-LA

CONSULTEZ AUSSI LA PAGE *FACE BOOK* DU
MAITRON DES FUSILLÉS ET EXÉCUTÉS (1940-1944)

ACCÉDEZ AU *MAITRON EN LIGNE* : 200000 NOTICES
EN LIGNE ; DES CORPUS VARIÉS (CHRONOLOGIQUES
ET THÉMATIQUES) EN CONSTANTE ÉVOLUTION

MISE EN LIGNE DES *MAITRON* INTERNATIONAUX :
AFRIQUE, ALGÉRIE, AUTRICHE, BELGIQUE, CHINE ,
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE, LA SOCIALE EN
AMÉRIQUE